

**CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL SUD RHONE ALPES**

**SOCIETE COOPERATIVE A CAPITAL VARIABLE**

Siège social : 12 place de la Résistance - CS20067- 38041 GRENOBLE Cedex 9  
402 121 958 RCS GRENOBLE

# **RAPPORT FINANCIER**

## **1<sup>ER</sup> SEMESTRE 2019**

# **RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

## **1<sup>ER</sup> SEMESTRE 2019**

- 1- RAPPORT D'ACTIVITE.....page 3
- 2- COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES AU 30 JUIN.....page 29
- 3- RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....page 80
- 4- DECLARATION DU RESPONSABLE DE L'INFORMATION..... page 85

# **CREDIT AGRICOLE SUD RHONE ALPES**

## **RAPPORT ACTIVITE ET RISQUES AU 30 JUIN 2019**

### **1<sup>ère</sup> partie**

#### **EVENEMENTS ET ACTIVITE DU 1<sup>er</sup> SEMESTRE 2019**

### **2<sup>ème</sup> partie**

#### **LA GESTION DES RISQUES AU 1<sup>er</sup> SEMESTRE 2019**

## 1. LES EVENEMENTS ET PERSPECTIVES DE LA PÉRIODE

Environnement économique : La croissance trimestrielle en France a atteint 0,3% au T1, après 0,4% au T4 2018, grâce à la bonne tenue de la demande intérieure et ce dans un contexte de détérioration de la croissance mondiale et notamment de ralentissement de nos partenaires européens.

D'un côté, la mise en place de deux séries de mesures en faveur du pouvoir d'achat (décembre 2018 puis avril 2019) va soutenir la consommation des ménages, même si les gains importants en termes de revenus sont en partie épargnés. De l'autre, le fléchissement de la croissance mondiale et les incertitudes politiques, géopolitiques et économiques affectent les exportations des entreprises. On note toutefois un redressement du climat des affaires sur les derniers mois, en raison des mesures de soutien aux entreprises et de la bonne tenue de la consommation. Ceci permet de soutenir les dépenses d'investissement et les créations d'emploi. Le ralentissement de la croissance en France est ainsi moins marqué que dans le reste de la zone euro.

La croissance 2019 s'établirait à 1,4%, un niveau honorable mais en léger retrait par rapport à 2018. Toutefois, des incertitudes pèsent : risques de fléchissement de la croissance mondiale notamment chez nos partenaires européens, guerre commerciale, freinage chinois, Brexit...

## 2. L'ACTIVITE DE LA CAISSE REGIONALE

Le premier semestre de l'exercice a été marqué par une forte dynamique commerciale en crédits et en assurances.

### Activité Crédit

Sur le premier semestre 2019, la Caisse régionale a poursuivi la dynamique 2018 en œuvrant activement au financement de son territoire (Ardèche, Drôme, Isère, Sud-Est Lyonnais) avec 1 616 M€ de crédits débloqués soit +16% par rapport au premier semestre 2018. La dynamique de réalisation est confirmée sur l'ensemble des marchés avec +19% sur l'habitat et +16% sur les financements d'équipements aux professionnels, agriculteurs et entreprises. Les encours de crédits progressent de +8,4% (+8,5% sur l'habitat, +11,2% sur la trésorerie, +7,0% sur l'équipement) et s'élèvent à plus de 16,5 milliards d'euros. La part de marché de la Caisse régionale s'est accrue de +0,76 point sur 12 mois (données à fin avril, hors crédits aux administrations publiques).

### Activité Collecte

Les encours de collecte gérés par la Caisse régionale s'élèvent à 21 389 M€ à fin juin 2019, avec une forte croissance sur 12 mois (+5,2%). La collecte bénéficie de la bonne tenue des dépôts à vue, des livrets A, livrets sociétaires et de l'épargne logement. Dans un contexte de taux bas, la Caisse régionale continue à accompagner ses clients dans la diversification de leur épargne comme en témoigne l'évolution de +6,5% des encours assurance-vie.

### Activité assurances et prévoyance

Avec un portefeuille proche de 450 000 contrats à fin juin 2019 et une évolution historique de +9,8% sur 12 mois, la Caisse régionale consolide ses positions d'assureur de ses clients particuliers, agriculteurs et professionnels. Elle entend poursuivre cette dynamique sur un domaine très important pour ses clients. Suite aux intempéries qui ont touché la région le 15 juin dernier, la Caisse régionale s'est fortement mobilisée pour accompagner ses clients avec la mise en œuvre de mesures exceptionnelles de soutien dans les domaines de l'assurance et du financement.

### Développement du fonds de commerce

Véritable marqueur de l'attractivité d'une enseigne, la conquête tant sur les particuliers que sur les professionnels s'élève à plus de 21 000 nouveaux clients sur le premier semestre 2019, en hausse de 6% par rapport au premier semestre 2018.

## **3. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES**

Les états financiers du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole S.A., agissant en tant qu'organe central et chargé d'adapter les principes généraux aux spécificités du groupe Crédit Agricole.

## **4. LES COMPTES INDIVIDUELS DE LA CAISSE REGIONALE**

### **LES SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION EN NORMES FRANCAISES, PERIMETRE CAISSE REGIONALE**

Chiffres clés (en millions €)	30/06/2019	30/06/2018	Variation
Produit Net Bancaire (PNB)	233,0	226,7	+2,8 %
Charges de fonctionnement	-130,3	-126,5	+3,0 %
Résultat Brut d'Exploitation	102,7	100,2	+2,5 %
Coefficient d'Exploitation	55,9 %	55,8 %	+0,1 pt
Coût du risque	-12,4	-5,6	+118,9%
<b>Résultat Net Social</b>	<b>63,9</b>	<b>68,2</b>	<b>-6,4 %</b>

Le dynamisme de l'activité crédits et de l'équipement de notre clientèle a permis d'atténuer l'impact du contexte de taux bas sur la marge d'intermédiation. Le PNB de la Caisse régionale s'établit à 233,0 M€ au 30 juin 2019 et il est en progression de +2,8% par rapport à l'an dernier. Il intègre une dotation aux provisions de 3,1 M€ sur l'épargne logement et une remontée de dividendes de SCI de 6,2 M€. Retraité de ces deux éléments, le PNB est en hausse de +1,4%.

Les charges de fonctionnement s'élèvent à 130,3 M€ avec une évolution de +3,0% sur un an, reflétant la poursuite des investissements de la Caisse régionale dans la transformation de son réseau d'agences, l'expertise de sa force commerciale et les projets technologiques au service de ses clients.

Le coût du risque de la Caisse régionale est en hausse de 6,8 M€ en raison de provisions crédits exceptionnelles de 8,3 M€ suite aux intempéries qui ont touché la région sur le mois de juin et la mise en procédure de sauvegarde d'un client du marché des entreprises. Toutefois, le taux de CDL (Créances Douteuses et Litigieuses) en capital sur encours reste en baisse de 0,05 point à 1,19% au 30 juin.

Dans un environnement de taux peu propice à l'activité bancaire, la Caisse régionale a poursuivi ses efforts de couverture des risques futurs en complétant son stock de FRBG d'une dotation complémentaire de 6M€.

Après prise en compte du résultat net sur immobilisations et de l'impôt sur les sociétés, le résultat net social s'établit à 63,9 M€, en baisse de 6,4% par rapport au premier semestre 2018.

## 5. LES COMPTES CONSOLIDES

Le périmètre des comptes consolidés de la Caisse régionale n'a pas évolué en 2019 en dehors de la participation à la nouvelle opération nationale de titrisation Crédit Agricole Habitat 2019.

Concernant ces opérations nationales de titrisations de crédits habitats, le Crédit agricole Sud Rhône Alpes consolide ses quotes-parts (analyse par silo) de chacun des FCT Crédit Agricole Habitat, le complément de prix de cession, le mécanisme de garantie ainsi que la convention de remboursement interne limitant in fine la responsabilité de chaque cédant à hauteur des « gains et pertes » réellement constatés sur les créances qu'il a cédé aux FCT.

Le périmètre de consolidation est constitué de :

Sociétés	Evolution du périmètre	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode de consolidation
Caisse régionale Sud Rhône Alpes (mère)				
Caisses locales Sud Rhône Alpes (mère)				
<b>Fonds Communs de Placements</b>				
Sud Rhône Alpes Placement	Entrée 12-2010	99,65	99,65	IG
<b>Sociétés de moyens</b>				
SCI SRA Vercors	Entrée 12-2016	100	100	IG
SCI SRA Chartreuse	Entrée 12-2016	100	100	IG
SCI SRA Belledonne	Entrée 12-2016	100	100	IG
<b>Sociétés immobilières</b>				
Foncière Crédit Agricole Sud Rhône Alpes	Entrée 06-2017	100	100	IG
Square Habitat Sud Rhône Alpes	Entrée 06-2018	100	100	IG
Square Habitat Gestion Sud Rhône Alpes	Entrée 06-2018	100	100	IG
<b>Société de capital investissement</b>				
CASRA Capital	Entrée 06-2017	100	100	IG
<b>Sociétés de titrisation FCT Crédit Agricole Habitat</b>		100	100	IG

Le résultat IFRS du 1<sup>er</sup> semestre 2019 de la Caisse régionale seule est de 54,3 M€. L'essentiel de l'écart entre le bénéfice social de 63,9 M€ et le résultat IFRS résulte notamment de la prise en compte des retraitements suivants liés à l'application des normes IFRS :

- Retraitement des soultes de remboursements d'emprunts et avances des années 2016, 2017 et 2018 : - 11,6 M€
- Baisse juste valeur de filiales suite à la distribution de dividendes : - 6,1 M€
- Norme IFRIC21 qui impose la comptabilisation « flat » au 1<sup>er</sup> janvier de certaines taxes alors qu'elles sont étalées sur l'exercice dans les comptes sociaux : - 2,8 M€
- Non prise en compte des dotations au FRBG en IFRS soit + 6 M€
- Retraitement provisions titres de participation principalement Sacam International soit + 1,8 M€
- Impôts différés et divers retraitements : + 3,1 M€

Le résultat net consolidé s'établit à 56,1 M€ avec une contribution au résultat du groupe qui ressort respectivement à :

- + 1,6 M€ pour les Caisses Locales,
- + 0,2 M€ pour les filiales consolidées

<i>En millions d'euros</i>	<b>30/06/2019</b>	<b>30/06/2018</b>	<b>Variation</b>
<b>Produit Net Bancaire</b>	223,5	224,2	- 0,3%
Charges de fonctionnement nettes	- 138,7	- 137,6	+ 0,8%
<b>Résultat Brut d'Exploitation</b>	84,8	86,6	- 2,1%
Coût du risque (+/-)	- 13,2	- 6,7	+ 97,6%
Résultat sur actifs immobilisés	0	0,5	NS
<b>Résultat avant Impôt</b>	71,6	80,5	- 11%
Charge fiscale	- 15,5	- 18	- 13,8%
<b>RESULTAT NET – PART GROUPE</b>	<b>56,1</b>	<b>62,4</b>	<b>- 10,1%</b>

## 6. INFORMATIONS PRUDENTIELLES

Le règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 (Capital Requirements Regulation dit "CRR") impose aux établissements assujettis (incluant notamment les établissements de crédit et les entreprises d'investissement) de publier des informations quantitatives et qualitatives relatives à leur activité de gestion des risques.

Le dispositif prudentiel résultant des accords de Bâle 3 s'articule en effet autour de trois piliers :

- le Pilier 1 détermine les exigences minimales d'adéquation des fonds propres et le niveau des ratios conformément au cadre réglementaire en vigueur ;
- le Pilier 2 complète l'approche réglementaire avec la quantification d'une exigence de capital couvrant les risques majeurs auxquels est exposée la Banque, sur la base de méthodologies qui lui sont propres ;
- le Pilier 3 instaure de nouvelles normes en matière de communication financière à destination du marché.

Le pilotage de la solvabilité de la Caisse régionale vise principalement à évaluer les fonds propres et à vérifier en permanence qu'elle dispose de fonds propres suffisants pour couvrir les risques auxquels elle est ou pourrait être exposée compte tenu de ses activités.

Outre la solvabilité, la Caisse régionale pilote également le ratio de levier.

Enfin, les ratios de solvabilité majeurs font partie intégrante du dispositif d'appétence au risque.

### 1. Cadre réglementaire applicable

Renforçant le dispositif prudentiel, les accords de Bâle 3 ont conduit à un rehaussement de la qualité et du niveau des fonds propres réglementaires requis et ont introduit de nouveaux risques dans le dispositif prudentiel. Les textes concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement ont été publiés au Journal officiel de l'Union européenne le 26 juin 2013 (directive 2013/36/EU, dite "CRD 4", transposée notamment par l'ordonnance n° 2014-158 du 20 février 2014, et règlement "CRR") et sont entrés en application le 1er janvier 2014, conformément aux dispositions transitoires prévues par les textes.

Dans le régime CRR/CRD 4, trois niveaux de ratio de solvabilité sont calculés :

Le ratio de fonds propres de base de catégorie 1 ou ratio Common Equity Tier 1 (CET1) ;

Le ratio de fonds propres de catégorie 1 ou ratio Tier 1 ;

Le ratio de fonds propres globaux.

Ces ratios font l'objet d'un calcul phasé ayant pour objet de gérer progressivement la transition entre les règles de calcul Bâle 2 et celles de Bâle 3 jusqu'au 1er janvier 2018 et jusqu'au 1er janvier 2022 pour les instruments de dette hybride.

Chacun de ces ratios rapporte un montant de fonds propres prudentiels à une exposition en risque. Les définitions et calculs sont développés dans les parties suivantes. Les exigences minimales applicables à la Caisse régionale sont respectées.

## 2. Supervision

Les établissements de crédit et certaines activités d'investissement agréés visés à l'annexe 1 de la directive 2004/39/CE sont assujettis aux ratios de solvabilité et aux ratios des grands risques sur base individuelle ou, le cas échéant, sous-consolidée.

L'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) a accepté que plusieurs entités du Groupe Crédit Agricole puissent bénéficier de l'exemption à titre individuel ou, le cas échéant, sur base sous-consolidée dans les conditions prévues par l'article 7 du règlement CRR. Dans ce cadre, la Caisse régionale a été exemptée par l'ACPR de l'assujettissement sur base individuelle.

Le passage sous supervision unique le 4 novembre 2014 par la Banque centrale européenne n'a pas remis en cause l'exemption individuelle accordée précédemment par l'ACPR.

## 3. Ratios de solvabilité

### AU NUMÉRATEUR DES RATIOS DE SOLVABILITÉ

Bâle 3 définit trois niveaux de fonds propres :

- Les fonds propres de base de catégorie 1 ou Common Equity Tier 1 (CET1),
- Les fonds propres de catégorie 1 ou Tier 1, constitués du Common Equity Tier 1 et des fonds propres additionnels de catégorie 1 ou Additional Tier 1 (AT1),
- Les fonds propres globaux, qui sont constitués des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 (Tier 2).

### AU DÉNOMINATEUR DES RATIOS DE SOLVABILITÉ

Bâle 3 définit plusieurs types de risque : les risques de crédit, les risques de marché et les risques opérationnels qui donnent lieu à des calculs d'emplois pondérés. Conformément au règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013, les expositions au risque de crédit restent mesurées selon deux approches :

- L'approche "Standard" qui s'appuie sur des évaluations externes de crédit et des pondérations forfaitaires selon les catégories d'exposition bâloises ;
- L'approche "Notations internes" (IRB – Internal Ratings Based) qui s'appuie sur le système de notations internes de l'établissement. On distingue :
  - l'approche "Notations internes fondation" selon laquelle les établissements peuvent utiliser uniquement leurs estimations des probabilités de défaut ;
  - l'approche "Notations internes avancées" selon laquelle les établissements utilisent l'ensemble de leurs estimations internes des composantes du risque : expositions en cas de défaut, maturité, probabilités de défaut, pertes en cas de défaut.

### 3.1 Exigences réglementaires minimales

Les exigences au titre du Pilier 1 sont régies par le règlement CRR.

- Ratios de fonds propres avant coussins : l'exigence minimale de CET1 phasé est fixée à 4,5 % des emplois pondérés depuis 2015. De même, l'exigence minimale de Tier 1 phasé a été relevée à 6 % en 2015 et pour les années suivantes. Enfin, l'exigence minimale de fonds propres globaux phasés est de 8 % en 2015 et pour les années suivantes ;
- À ces exigences s'ajoutent des coussins de fonds propres dont la mise en application est progressive :
  - le coussin de conservation (2,5 % des risques pondérés en 2019),
  - le coussin contra-cyclique (taux en principe compris dans une fourchette de 0 à 2,5 %), le coussin au niveau de la Caisse régionale étant une moyenne pondérée par les valeurs exposées au risque (EAD 1) pertinentes des coussins définis au niveau de chaque pays d'implantation de l'entité ; lorsque le taux d'un coussin contra-cyclique est calculé au niveau d'un des pays d'implantation, la date d'application est 12 mois au plus après la date de publication sauf circonstances exceptionnelles,

---

1 L'EAD (*Exposure at default*) est le montant de l'exposition en cas de défaillance. Elle englobe les encours bilanciaux ainsi qu'une quote-part des engagements hors bilan.



- les coussins pour risque systémique. Seul le Groupe Crédit Agricole fait partie des établissements systémiques et est à ce titre soumis à cette exigence.

Ces coussins sont entrés en application en 2016 et doivent être couverts par des fonds propres de base de catégorie 1. Le coussin de conservation et les coussins pour risque systémique s'appliquent par incrément progressif annuel jusqu'en 2019 (75 % du coussin demandé en 2018, 100 % en 2019).

Le régulateur fixe en complément, de façon discrétionnaire, des exigences minimales dans le cadre du Pilier 2. La Caisse régionale n'a, à ce jour, pas été notifiée d'exigences complémentaires entrant dans ce cadre.

En sa qualité d'entité affiliée au Groupe Crédit Agricole, la Caisse régionale bénéficie pleinement du mécanisme interne de solidarité légale ainsi que de la flexibilité de circulation du capital interne au Groupe Crédit Agricole, qui est très fortement capitalisé.

### 3.2 Tableau synthétique des ratios de solvabilité

L'ensemble des tableaux ci-après n'inclut pas le résultat de la période.

(en milliers d'euros)	30/06/2019		31/12/2018	
	Phasé	Non phasé	Phasé	Non phasé
Tableau de synthèse des ratios				
Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	1 318 270	1 316 212	1 308 988	1 306 930
Fonds propres de catégorie 1 (Tier 1)	1 318 270	1 316 212	1 308 988	1 306 930
Fonds propres globaux	1 318 270	1 316 212	1 308 988	1 306 930
Total des emplois pondérés	7 544 208	7 544 208	7 586 346	7 586 346
Ratio CET1	17,5%	17,4%	17,3%	17,2%
Ratio Tier 1	17,5%	17,4%	17,3%	17,2%
Ratio global	17,5%	17,4%	17,3%	17,2%
Exigences minimales				
Common Equity Tier 1	4,5%		4,5%	
Tier 1 (CET1+AT1)	6,0%		6,0%	
Tier 1 + Tier 2	8,0%		8,0%	
Coussin de conservation	2,500%		1,875%	
Coussin contracyclique	0,000%		0,000%	
Coussin pour risque systémique	0,0%		0,0%	
Exigence globale de coussins de fonds propres	2,5%		1,9%	
Exigences minimales y compris coussins de fonds propres				
Ratio CET1	7,0%		6,4%	
Ratio Tier 1	8,5%		7,9%	
Ratio global	10,5%		9,9%	
Excédent de capital				
CET1	790 171		825 348	
Tier 1	677 008		711 552	
Fonds propres globaux	526 124		559 825	

En tenant compte des ajustements effectués dans le cadre du Pilier 2 conformément à la demande de la Banque centrale européenne, portant à ce jour exclusivement sur la déduction prudentielle des engagements de paiement irrévocables relatifs au Fonds de résolution unique (FRU) et au Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution (FGDR), les ratios CET1 et globaux phasés de la Caisse régionale ressortent tous les deux à 17,5 % au 30 juin 2019.

#### **4. Définition des fonds propres**

##### 4.1. Fonds propres de catégorie 1 (Tier 1)

Ils comprennent les fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) et les fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) :

FONDS PROPRES DE BASE DE CATÉGORIE 1 OU COMMON EQUITY TIER 1 (CET1).

Ils comprennent :

- le capital ;
- les réserves, y compris les primes d'émission, le report à nouveau, le résultat net d'impôt après distribution ainsi que les autres éléments du résultat global accumulés incluant notamment les plus ou moins-values latentes sur les actifs financiers détenus à des fins de collecte et vente et les écarts de conversion ;
- les intérêts minoritaires, qui font l'objet d'un écrêtement, voire d'une exclusion, selon que la filiale est un établissement de crédit éligible ou non ; cet écrêtement correspond à l'excédent de fonds propres nécessaire à la couverture des exigences de fonds propres de la filiale ; il s'applique à chaque compartiment de fonds propres ;
- les déductions, qui incluent principalement les éléments suivants :
  - les détentions d'instruments CET1, portés dans le cadre des contrats de liquidité et des programmes de rachat,
  - les parts sociales en cours de remboursement
  - les actifs incorporels, y compris les frais d'établissement et les écarts d'acquisition,
  - la prudent valuation (évaluation prudente définie par la réglementation prudentielle : ajustement du montant des actifs et passifs mesurés à la juste valeur selon une méthode prudentielle en déduisant éventuellement des corrections de valeur),
  - la déduction du CET1 des impôts différés actifs (IDA) dépendant des bénéfices futurs liés à des déficits reportables,
  - la déduction du CET1 des montants négatifs résultant d'un déficit de provisions par rapport aux pertes attendues (expected loss – "EL"),
  - la déduction du CET1 des instruments de CET1 détenus dans les participations financières inférieures ou égales à 10 % au-delà d'une limite de franchise de 10 % des fonds propres CET1 ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération variable selon les natures d'instruments et la méthode bâloise),
  - la déduction du CET1 des impôts différés actifs (IDA) dépendant des bénéfices futurs liés à des différences temporelles au-delà d'une limite de franchise de 17,65 % des fonds propres CET1 ; cette franchise, appliquée après application d'une première franchise de 10 % du CET1, est commune avec la part non déduite des instruments de CET1 détenus dans les participations financières supérieures à 10 % ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération à 250 %),
  - la déduction du CET1 des instruments de CET1 détenus dans les participations financières supérieures à 10 % (investissements importants) au-delà d'une limite de franchise de 17,65 % des fonds propres CET1 ; cette franchise, appliquée après application d'une première franchise de 10 % du CET1, est commune avec la part non déduite des impôts différés actifs dépendant des bénéfices futurs liés à des différences temporelles ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération à 250 %).

##### FONDS PROPRES ADDITIONNELS DE CATEGORIE 1 (AT1)

Ils comprennent notamment les instruments de dette perpétuelle dégagés de toute incitation ou obligation de remboursement. La Caisse régionale n'a pas émis de fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1).

#### 4.2. Fonds propres de catégorie 2 (Tier 2)

Ils comprennent :

- les instruments de dette subordonnée qui doivent être d'une durée minimale de 5 ans ; les incitations au remboursement anticipé sont interdites ; ces instruments subissent une décote pendant la période des cinq années précédant leur échéance ;
- les instruments de dette subordonnée non éligibles bénéficiant de la clause de maintien des acquis dans la limite de 30% (seuil pour l'exercice 2019) du stock d'instruments Tier 2 existant au 31 décembre 2012 ;
- l'excédent de provisions par rapport aux pertes attendues éligibles déterminées selon l'approche notations internes, limité à 0,6 % des emplois pondérés en IRB ;
- les déductions des participations dans les entités du secteur financier afférentes à ce compartiment.
- d'autres éléments comme les intérêts minoritaires éligibles en Tier 2.

Le montant de *Tier 2* retenu dans les ratios correspond :

- en non phasé : au *Tier 2* éligible CRD 4 ;
- en phasé : au *Tier 2* éligible CRD 4, complété de 30 % (seuil pour 2019) du stock de *Tier 2* non éligible CRD 4 existant au 31 décembre 2012.

#### 4.3. Fonds propres prudentiels

Le tableau ci-après présente les fonds propres prudentiels au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018.

(en milliers d'euros)	30/06/2019		31/12/2018	
	Phasé	Non Phasé	Phasé	Non Phasé
Capitaux propres part du groupe	2 531 151	2 531 151	2 475 222	2 475 222
(-) Distributions anticipées	0	0	(16 941)	(16 941)
(+) Intérêts minoritaires	0	0	0	0
(-) Prudent valuation	(9 847)	(8 765)	(8 765)	(8 765)
(-) Déductions des écarts d'acquisition et des autres immobilisations incorporelles	(13 868)	(15 271)	(15 271)	(15 271)
(-) Insuffisance des ajustements pour risque de crédit par rapport aux pertes anticipées selon l'approche notations internes et pertes anticipées des expositions sous forme d'actions	(11 032)	(11 507)	(11 507)	(11 507)
(-) Dépassement de franchise des instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquels l'établissement ne détient pas d'investissement important	(1 078 877)	(1 068 783)	(1 068 783)	(1 068 783)
(-) Dépassement de franchise des instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquels l'établissement détient un investissement important et des impôts différés actifs déductibles dépendant de bénéfices futurs et résultant de différences temporelles	0	0	0	0
Excédent de déduction d'éléments AT1 sur les fonds propres AT1	(24 409)	(47 727)	(47 727)	(49 785)
Autres éléments du CET1	(74 848)	(70 110)	2 760	2 760
<b>FONDS PROPRES DE BASE DE CATEGORIE 1 (CET1)</b>	<b>1 318 270</b>	<b>1 308 988</b>	<b>1 308 988</b>	<b>1 306 930</b>
(-) Instruments AT1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important	(2 290)	(2 253)	(2 253)	(2 253)
(-) Excédent de déduction d'éléments T2 sur les fonds propres T2	(22 119)	(45 473)	(45 473)	(47 531)
Excédent de déduction d'éléments AT1 sur les fonds propres AT1 (déduit des CET1)	24 409	47 727	47 727	49 785
Autres ajustements transitoires applicables aux fonds propres AT1	0	0	0	0
<b>FONDS PROPRES ADDITIONNELS DE CATEGORIE 1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>FONDS PROPRES DE CATEGORIE 1</b>	<b>1 318 270</b>	<b>1 308 988</b>	<b>1 308 988</b>	<b>1 306 930</b>
Instruments de capital et emprunts subordonnés Tier 2	2 058	2 058	2 058	0
Excès de provisions par rapport aux pertes attendues éligible selon l'approche notations internes	23 164	8 774	8 774	8 774
Instruments Tier 2 d'entités relevant majoritairement du secteur des assurances dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important déduits du Tier 2	(44 304)	(51 037)	(51 037)	(51 037)
Instruments Tier 2 d'entités relevant majoritairement du secteur des assurances dans lesquelles l'établissement détient un investissement important déduits du Tier 2	(3 037)	(5 269)	(5 269)	(5 269)
Excédent de déduction d'éléments T2 sur les fonds propres T2 (déduit des AT1)	22 119	45 473	45 473	47 531
Autres ajustements transitoires	0	0	0	0
<b>FONDS PROPRES DE CATEGORIE 2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>FONDS PROPRES GLOBAUX</b>	<b>1 318 270</b>	<b>1 308 988</b>	<b>1 308 988</b>	<b>1 306 930</b>
<b>TOTAL DES EMPLOIS PONDERES</b>	<b>7 544 208</b>	<b>7 544 208</b>	<b>7 586 346</b>	<b>7 586 346</b>
<b>RATIO CET1</b>	<b>17,5%</b>	<b>17,4%</b>	<b>17,3%</b>	<b>17,2%</b>
<b>RATIO TIER 1</b>	<b>17,5%</b>	<b>17,4%</b>	<b>17,3%</b>	<b>17,2%</b>
<b>RATIO GLOBAL</b>	<b>17,5%</b>	<b>17,4%</b>	<b>17,3%</b>	<b>17,2%</b>

#### 4.4. Evolution des fonds propres prudentiels

(en milliers d'euros)		Phasé 30/06/2019 vs 31/12/2018
<b>Fonds propres de base de catégorie 1 au 31/12/2018</b>		<b>1 308 988</b>
Augmentation de capital		11 365
Résultat comptable attribuable de l'exercice avant distribution		0
Prévision de distribution		0
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		7 743
Intérêts minoritaires		0
Variations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations incorporelles		1 403
Insuffisance des ajustements pour risque de crédit par rapport aux pertes anticipées selon l'approche notations internes et pertes anticipées des expositions sous forme d'actions		475
Dépassement de franchises		(10 094)
Excédent de déduction d'éléments AT1 sur les fonds propres AT1		23 318
Autres éléments du CET1		(24 928)
<b>FONDS PROPRES DE BASE DE CATEGORIE 1 au 30/06/2019</b>		<b>1 318 270</b>
<b>Fonds propres additionnels de catégorie 1 au 31/12/2018</b>		<b>0</b>
Variation des ajustements réglementaires aux fonds propres additionnels de catégorie 1		0
<b>FONDS PROPRES ADDITIONNELS DE CATEGORIE 1 au 30/06/2019</b>		<b>0</b>
<b>FONDS PROPRES DE CATEGORIE 1 au 30/06/2019</b>		<b>1 318 270</b>
<b>Fonds propres de catégorie 2 au 31/12/2018</b>		<b>0</b>
Emissions		0
Remboursements <sup>(1)</sup>		0
Variation des ajustements réglementaires aux fonds propres de catégorie 2		0
<b>FONDS PROPRES DE CATEGORIE 2 au 30/06/2019</b>		<b>0</b>
<b>FONDS PROPRES GLOBAUX AU 30/06/2019</b>		<b>1 318 270</b>

(1) un amortissement est pris en compte pour les instruments de Tier 2 pendant la période des 5 années précédant leur échéance

## 5. Autres dispositions

### 5.1. Ratio de levier

L'article 429 du CRR, précisant les modalités relatives au ratio de levier, a été modifié et remplacé par le règlement délégué 62/2015 en date du 10 octobre 2014. Le règlement délégué a été publié au Journal officiel de l'Union européenne le 18 janvier 2015.

La mise en œuvre en Pilier 1 (exigence réglementaire minimale) est prévue dans CRR2 en juin 2021, avec une exigence fixée à 3 %.

Le ratio de levier est le rapport entre les fonds propres de catégorie 1 et l'exposition au levier, soit les éléments d'actifs et de hors-bilan après certains retraitements sur les dérivés, les opérations entre entités affiliées du Groupe, les opérations de financements sur titres, les éléments déduits du numérateur et le hors-bilan.

Le ratio de levier de la Caisse régionale s'élève au 30 juin 2019 à 6,9 % sur une base de *Tier 1* phasé.

(en milliers d'euros)	30/06/2019	31/12/2018
	Phasé	Phasé
Expositions au bilan (excepté dérivés et SFT)	21 452 747	20 340 109
Expositions sur dérivés	60 589	59 674
Expositions sur opérations de financement sur titres (SFT)	151 105	146 358
Autres expositions de hors-bilan	1 239 827	1 163 222
Expositions intragroupe exemptées	-2 613 524	-2 145 401
Montant des actifs déduits	-1 147 070	-1 153 464
<b>Exposition totale aux fins du ratio de levier</b>	<b>19 143 674</b>	<b>18 410 499</b>
Fonds propres de catégorie 1 (Tier 1)	1 318 270	1 308 988
<b>Ratio de levier</b>	<b>6,9%</b>	<b>7,1%</b>

## 5.2. Dispositif de mise en résolution des établissements bancaires

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires adopté au cours de l'année 2014 (directive BRRD, transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français au règlement sur le mécanisme de résolution unique) introduit plusieurs modifications importantes dans la réglementation applicable aux établissements de crédit.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

L'ACPR, autorité de résolution nationale, considère la stratégie de résolution « single point of entry » (point d'entrée unique ou SPE) comme la plus appropriée s'agissant du système bancaire français. Le Groupe Crédit Agricole a retenu le modèle du SPE. A ce titre, Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, serait ce point d'entrée unique dans l'hypothèse d'une mise en résolution du Groupe Crédit Agricole. Compte tenu des mécanismes de solidarité existant au sein du Groupe, la Caisse régionale ne peut pas être mise en résolution de manière individuelle.

Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier (CMF), Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau et chaque établissement affilié bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du Code monétaire et financier ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au groupe Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01-453.

L'Autorité de résolution peut ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit lorsqu'elle considère que : la défaillance de l'établissement est avérée ou prévisible, il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance dans des délais

raisonnables, une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution ci-dessus rappelés.

L'Autorité de résolution peut utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution doivent être mis en œuvre de telle manière à ce que les porteurs de titres de capital (parts sociales, CCI, CCA) supportent en premier les pertes, puis les autres créanciers sous réserve de certaines exceptions. La loi française prévoit également une mesure de protection lorsque certains instruments ou mesure de résolution sont mis en œuvre tel le principe selon lequel les porteurs de titres de capital et les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter des pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure normale d'insolvabilité (principe NCWOL visé à l'article L 613-57.I du CMF). Ainsi les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent en résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité.

L'Autorité de résolution peut mettre en œuvre les outils de renflouement interne (bail-in). En cas de résolution opérée sur le groupe Crédit Agricole, l'Autorité de résolution pourrait ainsi décider d'appliquer une mesure de « bail-in » aux parts sociales, CCI et CCA, c'est-à-dire déprécier leur valeur minimale afin d'absorber les pertes et aux instruments de dette, c'est-à-dire décider de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital afin également d'absorber les pertes. Dans ce cas l'investisseur doit être conscient qu'il existe donc un risque significatif pour les porteurs de parts sociales, CCI et CCA et les titulaires d'instruments de dette de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur le Groupe.

Les autres mesures de résolution que l'Autorité de résolution peut mettre en œuvre sont pour l'essentiel ; la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais et la séparation des actifs de cet établissement.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du CMF, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R. 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités affiliées du Groupe, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

## **6. Liens en capital entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales**

### **6.1 Garanties spécifiques apportées par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. (Switch)**

Les exigences prudentielles sur la participation de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances ont fait l'objet d'un transfert de risque aux Caisses régionales à travers la mise en place de garanties spécifiques (*Switch*), depuis le 2 janvier 2014. Le montant garanti s'élève à 9,2 milliards d'euros, dont 255 millions d'euros consentis par la Caisse régionale.

### **6.2. Autre lien de capital entre les Caisses régionales et Crédit Agricole SA**

Les relations en capital entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales sont régies selon les termes d'un protocole conclu entre ces dernières et Crédit Agricole S.A., préalablement à l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A. En application de ce protocole, le contrôle des Caisses régionales sur Crédit Agricole S.A. s'exerce à travers la société SAS Rue La Boétie, détenue en totalité par les Caisses régionales. SAS Rue La Boétie a pour objet la détention d'un nombre d'actions suffisant pour lui conférer à tout moment plus de 50 % du capital et des droits de vote de Crédit Agricole S.A.

## 7. Composition des emplois pondérés

(en milliers d'euros)		
	30/06/2019	31/12/2018
<b>Risque de crédit</b>	<b>7 097 846</b>	<b>7 154 234</b>
dont approche standard	1 142 350	971 394
dont approche fondation IRB	1 957 730	1 888 176
dont approche avancée IRB	1 903 002	2 088 450
dont actions en approche NI selon la méthode de pondération simple ou sur les modèles internes	2 072 934	2 197 115
dont risque d'ajustement de l'évaluation de crédit	21 830	9 099
<b>Risque de marché</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
dont risque de change	0	0
<b>Risque opérationnel</b>	<b>446 362</b>	<b>432 112</b>
dont approche standard	21 293	16 538
dont approche par mesure avancée	425 068	415 573
<b>TOTAL</b>	<b>7 544 208</b>	<b>7 586 346</b>

Le compartiment « actions en approche NI » du risque de crédit contient notamment les exigences au titre des participations financières détenues par la Caisse régionale dans notamment SAS Rue La Boétie et SACAM Mutualisation, mais également les exigences liées à l'engagement de garantie donné relatif au contrat Switch.

## 7. CONCLUSION ET PERSPECTIVES

Sur ces 3 métiers, Banque, Assurance et Immobilier, et sur l'ensemble de ses marchés, la Caisse régionale poursuivra sa belle dynamique commerciale afin de conforter son statut de leader et premier financeur du territoire.

Il en va de même pour la politique d'investissement avec la poursuite de la rénovation du réseau d'agences dans le cadre du déploiement du nouveau modèle de distribution et la poursuite d'investissements dans les projets technologiques ainsi que dans le développement des compétences au service de la relation client. La digitalisation fluidifie et simplifie le parcours client et permet aux conseillers de se consacrer pleinement au conseil et l'accompagnement de nos clients dans leurs projets.

La Caisse régionale entend offrir à ses clients et ses sociétaires le meilleur de l'humain et du digital avec une signature relationnelle de qualité, basée sur la réactivité, le professionnalisme et la qualité de service.



## **2<sup>ème</sup> PARTIE – LA GESTION DES RISQUES AU 1<sup>ER</sup> SEMESTRE 2019**

Cette partie du Rapport d'activité et risques présente le dispositif de contrôle interne des risques et la nature et les principaux risques auxquels le Crédit agricole Sud Rhône Alpes est exposé.

La gestion des risques, inhérente à l'exercice des activités bancaires, est au cœur du dispositif de contrôle interne du Groupe et de la Caisse régionale, mis en œuvre par tous les acteurs, intervenants de l'initiation des opérations jusqu'à leur maturité finale.

L'organisation, les principes et outils de gestion et de surveillance de ces risques sont décrits de manière détaillée au sein du rapport financier annuel 2018, dans le chapitre consacré aux facteurs de risques du rapport de gestion. Ce document est consultable sur le site [ca-sudrhonealpes.fr](http://ca-sudrhonealpes.fr) dans l'espace « information réglementée – communiqués financiers – rapport annuel financier 2018 ».

Les principales catégories de risques auxquels le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes est exposé sont les risques de crédit, les risques de marché et les risques structurels de gestion du bilan (risques de taux et risque de liquidité).

La description de ces risques et les principales évolutions constatées sur le premier semestre 2019 sont présentées ci-dessous.

Cette information fait partie intégrante des comptes consolidés intermédiaires résumés du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes au 30 juin 2019.

Par ailleurs, des informations complémentaires sont fournies concernant les risques opérationnels, les risques de non-conformité et de change.

### **1. RISQUES DE CREDIT**

Un risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et que celle-ci présente une valeur d'inventaire positive dans les livres de la Caisse régionale. L'engagement peut être constitué de prêts, garanties données ou engagements confirmés non utilisés. Le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes n'est pas concerné par l'utilisation d'instruments dérivés.

La Politique des Risques Crédit a été actualisée en date du 29 Janvier 2019 par le Conseil d'Administration. Son périmètre couvre les crédits et les engagements sur les contreparties, Elle a pour objectif de guider les analyses et les décisions de tous les acteurs de l'entreprise en matière de prise de risques de contrepartie.

Elle est organisée autour de deux grands marchés :

- le « marché de proximité » qui regroupe les particuliers, les professionnels, les agriculteurs, les associations ;
- le marché de la « Grande Clientèle » qui regroupe les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 3 millions d'euros, les collectivités publiques, la promotion immobilière.

Cette Politique s'articule autour des principes et limites suivants :

1. division des Risques ;
2. partage de Risques (politique indicative);
3. limite par contrepartie ;
4. limites par secteurs d'activité et exclusions.

Il est régulièrement proposé au Conseil d'administration une révision de la politique crédit en fonction de l'évolution de la cartographie des risques.

Le respect de la mise en œuvre de la politique crédit et du bon fonctionnement du dispositif d'octroi et de surveillance des risques crédits entre dans le périmètre de contrôle de la Caisse régionale.

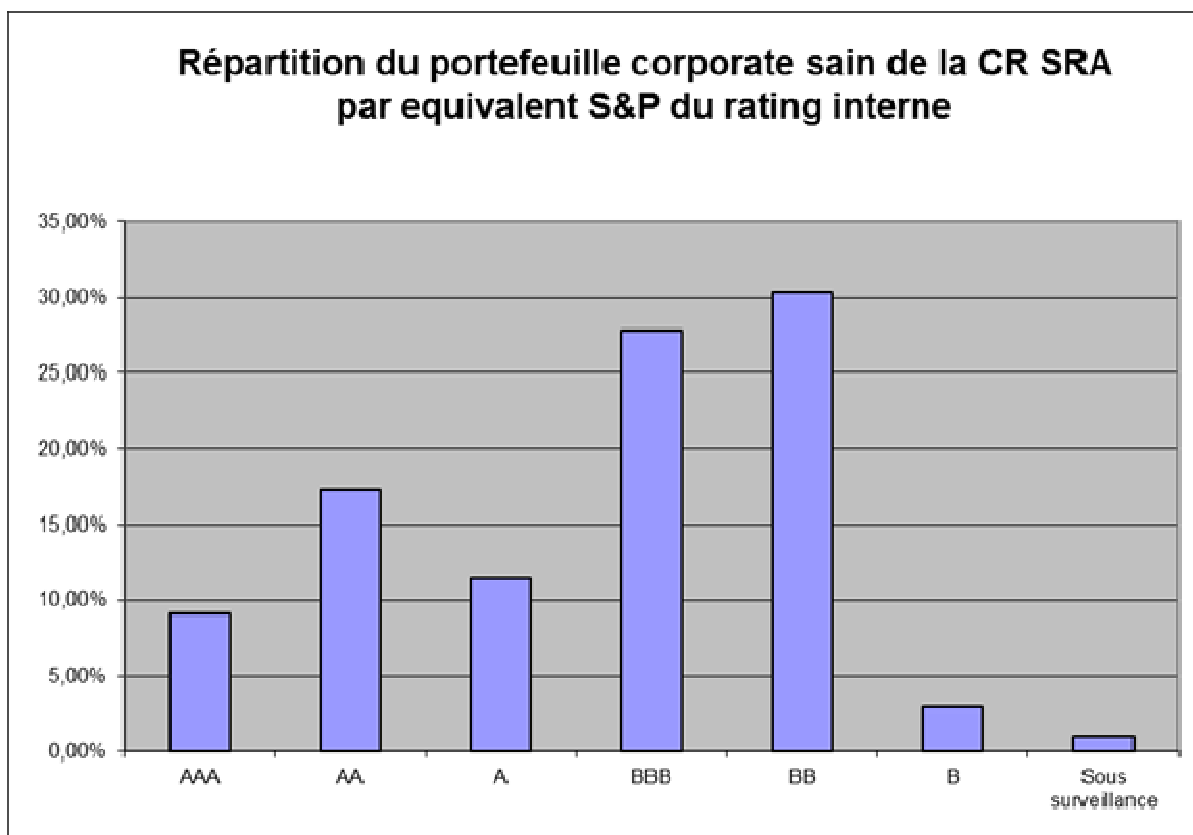
L'organisation de ce dispositif de contrôle n'a pas été modifiée depuis 2017.

# **L'EXPOSITION AU RISQUE DE CREDIT (périmètre consolidé)**

	Valeur au bilan au 30 juin 2019	Valeur au bilan au 30 juin 2018
<i>(en milliers d'euros)</i>		
<b>Prêts et créances</b>	<b>17 347 377</b>	<b>16 196 789</b>
<b>Prêts et créances sur les établissements de crédit</b>	<b>879 579</b>	<b>1 041 430</b>
Comptes ordinaires et prêts JJ	128 884	198 139
Comptes et prêts à terme	604 742	624 741
Valeurs reçues en pension	0	0
Titres reçus en pension livrée	145 547	218 146
Prêts subordonnés	406	405
Autres prêts et créances	0	-1
<b>Prêts et Créances sur la clientèle</b>	<b>16 467 798</b>	<b>15 155 359</b>
Créances commerciales	3 882	5 861
Autres concours à la clientèle	16 364 394	15 051 042
Valeurs reçues en pension	0	0
Titres reçus en pension livrée	0	0
Prêts subordonnés	0	0
Créances nées d'opérations d'assurance directe	0	0
Créances nées d'opérations de réassurance	0	0
Avances en comptes courants d'associés	21 984	17 844
Comptes ordinaires débiteurs	77 538	80 612
<b>Titres de dettes</b>	<b>1 312 362</b>	<b>1 338 220</b>
Effets publics et valeurs assimilées	441 927	445 499
Obligations et autres titres à revenu fixe	870 435	892 721
<b>Total Actifs financiers au coût amorti</b>	<b>18 659 739</b>	<b>17 535 009</b>

## QUALITE DES ENCOURS

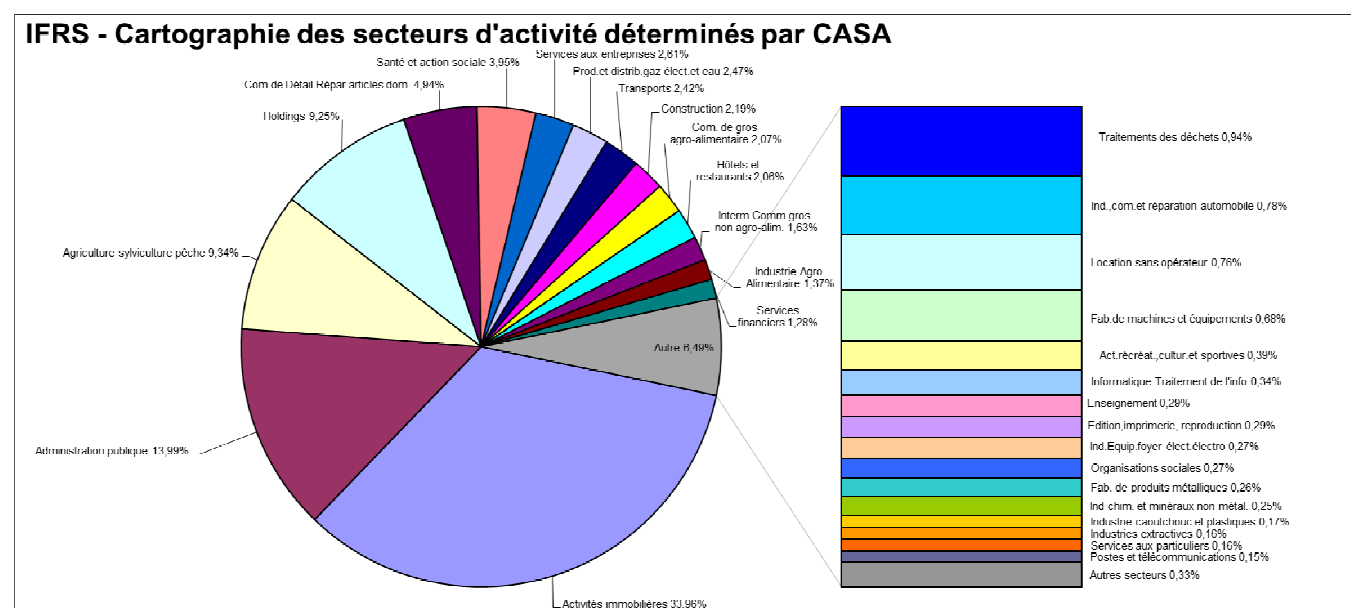
### 1/ Répartition du portefeuille Corporate de la Caisse régionale Sud Rhône Alpes au 30 juin 2019 :



La ventilation par équivalent note Standard & Poor's est obtenue selon le tableau suivant :

Notation Interne	Probabilité de défaut	Equivalent S&P	Libellé graphique
A+	0,00%	AAA	AAA
A	0,01%	AA+ & AA	AA
B+	0,02%	AA- & A+	A
B	0,06%	A & A-	
C+	0,16%	BBB+	BBB
C	0,30%	BBB	
C-	0,60%	BBB-	
D+	0,75%	BB+	BB
D	1,25%	BB	
D-	1,90%	BB-	
E+	5,00%	B+ & B	B
E	12,00%	B-	Sous surveillance
E-	20,00%	CCC & CC & C	
F	100,00%	D	Défaut
Z	100,00%	D	
ND			
NON VENTILE			
HORS RETAIL			

## 2/ Diversification du portefeuille de la Caisse régionale Sud Rhône Alpes par filière d'activité économique au 30/06/2018 : IFRS cartographie des secteurs d'activité au 30-06-2019



### COUT DU RISQUE (périmètre consolidé)

(en milliers d'euros)	30/06/2019	31/12/2018	30/06/2018
<b>Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan sains (Bucket 1 et Bucket 2)</b>	<b>1 557</b>	<b>7 070</b>	<b>960</b>
<b>Bucket 1 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir</b>	<b>- 3 759</b>	<b>10 678</b>	<b>6 200</b>
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	- 2	- 4	- 4
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	- 3 272	10 683	6 204
Engagements par signature	- 485	- 1	0
<b>Bucket 2 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie</b>	<b>5 316</b>	<b>- 3 608</b>	<b>- 5 240</b>
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	0	449	449
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	5 055	- 3 881	- 5 689
Engagements par signature	261	- 176	0
<b>Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan dépréciés (Bucket 3)</b>	<b>- 13 625</b>	<b>- 10 312</b>	<b>- 6 954</b>
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	- 13 584	- 10 829	- 6 817
Engagements par signature	- 41	517	- 137
Autres actifs	43	- 128	- 71
Risques et charges	- 758	- 3 294	- 252
<b>Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions</b>	<b>- 12 783</b>	<b>- 6 664</b>	<b>- 6 317</b>
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	- 592	- 1 504	- 391
Récupérations sur prêts et créances	315	449	229
Décotes sur crédits restructurés	- 63	- 237	- 129
Pertes sur engagements par signature	- 31	- 57	- 24
Autres pertes	- 11	- 68	- 29
Autres produits	0	0	0
<b>Coût du risque</b>	<b>- 13 165</b>	<b>- 8 801</b>	<b>- 6 661</b>

Le coût du risque au premier semestre 2019 à 13,2 millions d'euros est sensiblement plus élevé que celui du premier semestre 2018 à 6,7 millions d'euros. Toutefois ce niveau plus élevé est principalement dû à

des provisions exceptionnelles au niveau de la Caisse régionale pour 8,3 M€ suite aux intempéries qui ont touché la région au mois de juin et la mise en procédure de sauvegarde d'un client du marché des entreprises.

Notre coût du risque est globalement bien maîtrisé et notre Caisse régionale reste toujours l'une des trois meilleures du groupe Crédit agricole avec un taux CDL/encours à 1,19 % au 30 juin 2019 encore en baisse par rapport au 30 juin 2018 à 1,24 %.

## **2. RISQUES DE MARCHE**

Le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes est exposé aux risques de marché sur les éléments de son portefeuille de titres et de dérivés lorsque ces instruments sont comptabilisés en juste valeur (au prix de marché).

On distingue comptablement le Trading book et le Banking book. La variation de juste valeur du Trading book se traduit par un impact sur le résultat. La variation de juste valeur du Banking book se traduit par un impact sur les fonds propres et/ou sur le résultat.

L'activité essentielle de la Caisse régionale Sud Rhône Alpes relève du Banking Book.

Le suivi des risques de marché est effectué régulièrement sur la base du portefeuille exposé au risque de marché : titres de placement et assimilés (les titres de participations et les titres intra-groupe demeurent exclus du périmètre). Ce suivi fait l'objet de reportings quotidiens (suivi des stop loss), mensuels (rapport d'activité) et de mesures d'expositions mensuelles au moyen des méthodes VaR et de stress scenarii.

### **GESTION DES RISQUES DE MARCHE**

Le contrôle des risques de marché du groupe Crédit Agricole est structuré en deux niveaux distincts mais complémentaires.

Au niveau central, la Direction des Risques et Contrôles Permanents Groupe assure la coordination sur tous les sujets de pilotage et contrôle des risques de marché à caractère transverse. Elle norme les données et les traitements afin d'assurer l'homogénéité de la mesure consolidée des risques et des contrôles.

Au niveau de la Caisse régionale, le Responsable des Risques et Contrôles Permanents contrôle les risques de marché issus des activités. Il est nommé par le Directeur Général du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes et lui est directement rattaché. Il est appuyé dans ses missions par un Contrôleur Permanent comptable et financier qui effectue en toute indépendance et transparence les contrôles qui lui sont impartis. L'organe de suivi et pilotage des risques de marché au niveau de la Caisse régionale est le Comité Financier.

L'organisation mise en place permet un contrôle indépendant des valorisations. Les fonctions à l'engagement, à la comptabilisation et au contrôle sont indépendantes.

#### **1 Les indicateurs**

L'encadrement des risques de marché du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes repose sur la combinaison de plusieurs indicateurs de risques, donnant lieu à encadrement par des limites et, ou des seuils d'alerte :

- la surveillance quotidienne des stop loss sur le portefeuille de placement par le Front Office Trésorerie ;
- le suivi régulier du respect de la politique financière et du dispositif de limites validés par le Conseil d'administration ;
- un suivi du risque de marché effectué au moyen des stress scénarii.

Les résultats sont exploités par la Direction Financière et sont intégrés comme paramètres de détermination de la politique d'allocation d'excédents de fonds propres de la Caisse régionale. Aucune des limites mises en place sur ces indicateurs n'a été atteinte au premier semestre 2019.

## 2 Les indicateurs complémentaires

Concernant les titres des portefeuilles de placement et assimilés, à l'exception des produits dont le capital est garanti à l'échéance, une limite de "stop loss" est fixée pour chaque titre. Son respect fait l'objet d'un suivi quotidien par le Front Office.

Le portefeuille global fait également l'objet d'un reporting d'indicateurs définis dans notre politique financière :

- engagements par contrepartie hors groupe Crédit Agricole: maximum de 10% du portefeuille en valeur de marché (hors souverains et assimilés) ;
- encours maximal par produit de gestion collective hors monétaire, fonds dédié et fonds « club » : 10 millions d'euros ;
- ratio d'emprise : maximum de 10% de l'actif net du fonds (hors fonds dédié et OPCVM Club) ;
- niveau de moins-values latentes ou réalisées fixé à 1% des fonds propres consolidés.

### **EXPOSITION : ACTIVITES DE MARCHE**

Les portefeuilles de placement et assimilés, de la Caisse régionale, exposés aux risques de marché s'élèvent à 202,9 millions d'euros au 30/06/2019.

Sur cette base, l'allocation par facteur de risques est la suivante :

<b>Allocation risque de marché</b>	<b>M€</b>
Monétaire	122,9
Obligations	43,5
Actions	9,1
Private Equity	26,1
Immobilier	1,2
	<b>202,9</b>

### **RISQUE ACTIONS**

Le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes est exposé au risque actions au travers de la détention d'OPCVM ou de FCP à composantes actions, ainsi que des CCI auto-détenus dans le cadre du programme d'achat.

Le portefeuille actions s'inscrit dans un souci de diversification des placements et en aucun cas dans une activité de trading.

Ce risque fait l'objet d'un suivi quotidien par le Front Office (suivi de stop loss, respect des limites par contrepartie, limites géographiques...), ainsi que de reportings mensuels (stress scenarii).

#### **1 Risque sur actions provenant des activités de trading et d'arbitrage**

Le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes n'a pas d'activité de trading et d'arbitrage.

#### **2 Risque sur actions provenant du portefeuille de placement et assimilés**

Le portefeuille placement et assimilés du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes s'élève à 202,9 millions d'euros au 30/06/2019. La part actions représente 9,1 millions d'euros soit 4,5% du portefeuille de placement et assimilés.

## 3 Titres auto-détenus

### **Contrat de liquidité**

Le 12 avril 2001 le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes et Crédit Agricole S.A. ont signé un contrat de liquidité avec Crédit Agricole Cheuvreux. Ce contrat a été modifié en 2005 pour se conformer à la charte

de déontologie de l'AFEI approuvée par l'AMF. Depuis le 30 septembre 2016, le contrat de liquidité se poursuit sans l'intervention de Crédit Agricole S.A; la quote-part du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes dans ce contrat est désormais de 100%.

#### **Objectif :**

L'intermédiaire intervient pour le compte du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes sur le marché en vue de favoriser la liquidité des transactions et la régularité des cotations de titres.

#### **Caractéristiques des interventions de l'intermédiaire :**

Dans le respect des règles du marché, l'objectif des interventions de l'intermédiaire consiste à favoriser la liquidité des transactions et la régularité des cotations de titres.

#### **Indépendance de l'intermédiaire :**

Dans le cadre du contrat qui lui est confié l'intermédiaire agit en pleine indépendance. Il apprécie seul l'opportunité de ses interventions sur le marché au regard du souci :

- d'une part de favoriser la liquidité des transactions et la régularité des cotations de titres
- d'autre part d'assurer la continuité du contrat en considération des titres et espèces disponibles sur le contrat de liquidité.

#### **Contrat de rachat**

Depuis avril 2009, la Caisse Régionale a étendu la délégation donnée à son prestataire de services d'investissement de procéder, pour son compte, à des rachats de titres dans le cadre d'un programme établi conformément aux décisions de l'Assemblée Générale ordinaire du 31 mars 2009.

Ce programme de rachat a pour finalité :

- o de permettre l'annulation en une ou plusieurs fois de tout ou partie des CCI acquis par la Caisse Régionale dans la limite de 10 % du nombre de CCI composant le capital par période de vingt-quatre (24) mois à compter de l'Assemblée l'ayant autorisé. Dans ce cas il y aurait réduction corrélative du capital social. L'Assemblée générale du 29 mars 2019 a renouvelé l'autorisation de ce programme de rachat.
- o l'attribution des CCI à des salariés et/ou mandataires sociaux exerçant des fonctions de dirigeants.

Au mois de mai 2019, la Caisse régionale a procédé à une annulation de 17 500 CCI auto-détenus faisant passer le total des CCI composant le capital social de 689 650 au 31 décembre 2018 à 672 150 au 30 juin 2019.

#### **Bilan d'activité au 30 juin 2019 sur les CCI SUD RHONE ALPES**

Selon les décisions prises en Assemblée générale le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes ne peut détenir plus de 10% de ses 672 150 titres soit 67 215 titres.

Au 30 juin 2019, la Caisse Régionale détenait au total 25 033 titres soit 3,72%.

Dans le cadre du contrat de liquidité :

- Nombre de titres achetés (du 01/01/2019 au 30/06/2019) : 1 279
- Nombre de titres vendus (du 01/01/2019 au 30/06/2019) : 1 654
- Cours moyen d'achat et de vente (01/01/2019 au 30/06/2019) : 213,82€
- Le nombre de titres détenus au 30/06/2019 est de 3 336 (soit à la valeur liquidative de 215 € une valeur de 717 milliers d'euros).

Dans le cadre du programme de rachat :

- Coût moyen d'achat de 218,02€
- 21 697 titres détenus au 30/06/2019 soit 3,23% du nombre total de CCI
- Valeur liquidative au 30/06/2019 : 4 665 milliers d'euros au cours de 215 € par titre.

### 3. RISQUE DE TAUX D'INTERET GLOBAL

#### 1 Objectifs et politique

Le Risque de Taux est le risque encouru en cas de variation des taux d'intérêt du fait de l'ensemble des opérations de bilan et de hors bilan, à l'exception, le cas échéant, des opérations soumises aux risques de marché ("trading book").

La gestion du risque de taux d'intérêt global vise à protéger la valeur patrimoniale de la Caisse régionale ainsi qu'à optimiser la marge d'intérêt dans le cadre des limites d'exposition fixées annuellement par le Conseil d'Administration.

#### 2 Méthodologie

##### Description de la méthode

L'exposition globale au risque de taux est mesurée par la méthode des impasses statiques (GAPS) qui sont issues de la comparaison entre les passifs à taux fixe (ressources) et les actifs à taux fixes (emplois).

Le périmètre de suivi du risque de taux d'intérêt global intègre la totalité des données du bilan (titres et fonds propres inclus) et du hors bilan sensibles aux variations de taux.

Les modèles d'écoulement retenus pour les éléments de bilan non échéancés sont ceux déterminés par l'organe central Crédit Agricole SA.

L'exposition globale au risque de taux de la Caisse régionale s'apprécie par la mesure de son GAP synthétique (Gap taux fixe + Gap optionnel « équivalent delta » + Gap inflation).

Le risque inflation est couvert au travers de notre entrée dans le dispositif groupe des Avances Miroirs Structurés (AMS).

La Caisse régionale utilise, depuis l'arrêté du 30 avril 2019, l'applicatif PALMA développé par Crédit Agricole SA pour le calcul de ses GAPS. Cet applicatif de suivi des GAPS intègre les effets de la macro-couverture afin d'afficher une vision nette des impacts de couverture.

Outil utilisé	PALMA
Périodicité de calcul	Mesures mensuelles
Méthode utilisée	Approche statique (sans renouvellement d'activité)
Indicateurs utilisés	Gaps de taux fixe et Gaps synthétiques.

##### Dispositif de limites

Les positions de risque de taux sont encadrées par un double dispositif de limites :

- limites en VAN :

L'impact maximal en valeur actuelle nette pour un choc normatif (+/- 200 bps) à la hausse et à la baisse ne doit pas dépasser 10% des Fonds Propres prudentiels.

*Limites VAN en vigueur sur l'année 2019 :*

	Limites 2019	Préconisations groupe	Limites réglementaires
Perte potentielle sur 30 ans actualisée	10% des fonds propres prudentiels	10% des fonds propres prudentiels	20% des fonds propres prudentiels

Remarque : Les Fonds Propres Prudentiels de la Caisse régionale au 30 juin 2019 s'élèvent à 1 318 M€.

- limites en GAP :

Pour éviter toute concentration, des limites dites de concentration sont fixées sur un horizon de 10 ans :

- o Sur la première année glissante et l'année civile suivante, la limite a été fixée de sorte à ce qu'une sensibilité à un choc de 200bps soit inférieure ou égale à 3% du PNB annuel budgété.
- o Sur les années civiles trois à dix, la limite a été fixée de sorte à ce qu'une sensibilité à un choc de 200 bps soit inférieure ou égale à 2,5% du PNB annuel.



L'ensemble de ce dispositif est validé annuellement par le Comité Financier et le Conseil d'Administration. Ces limites sont conformes aux orientations fixées par le groupe.

Le risque de taux est couvert :

- par des opérations de hors bilan à l'exception des opérations de micro-couverture calées sur les caractéristiques de leur sous-jacent. Nos opérations de macro couverture du risque de taux sont intégralement effectuées au moyen de swaps vanilles prêteurs ou emprunteurs.
- par des opérations bilancieller (avances globales, TCN interbancaires, emprunts en blanc) ;

Le risque « optionnel » est couvert par la méthode dite de « l'équivalent delta ».

### 3 Expositions

Le sens des gaps de taux est inversé sur le progiciel national PALMA, qui est amené à remplacer l'outil actuel Cristaux2. En effet dans ce progiciel, les actifs sont signés positivement et les passifs sont signés négativement.

Par convention et conformément à la méthodologie Groupe, nous appelons donc :

- GAP Taux Fixe positif, un GAP né d'un manque de ressources à taux fixe rapporté au volume des emplois à taux fixe et donc une exposition adverse à la hausse des taux ;
- GAP Taux Fixe négatif, un GAP né d'un manque d'emplois à taux fixe rapporté au volume des ressources à taux fixe et donc une exposition adverse à la baisse des taux ;

Au 30/06/2019, l'exposition du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes est la suivante :

	Année 1 glissante	2020	2021	2022	2025	2030
Gap synthétique (en M€)	-229	63	-217	-277	142	392
Dépassement de limite GAP	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun

La Caisse régionale étant globalement risquée en cas de hausse des taux, l'application du choc de +200 bps aurait les incidences suivantes sur les fonds propres prudentiels :

	Scénario favorable	Scénario défavorable
	Impact choc	
	- 200 bps	+ 200 bps
Impact VAN	+109.8 M€	-71 M€
Rappel Limite VAN	Non applicable	131 M€
Consommation Limites VAN	Non applicable	54%
<b>Sensibilité / Fonds propres prudentiels</b>	Non applicable	<b>5,4%</b>

#### Rappel :

-Limite Réglementaire : 20%

-Limite Groupe : 10%

-Limite Caisse régionale Sud Rhône Alpes : 10% pour une situation à 5,4% au 30/06/2019

### 4 Politique de couverture

#### COUVERTURE DE JUSTE VALEUR (FAIR VALUE HEDGE)

La protection de la valeur patrimoniale du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes suppose d'adosser les postes du bilan/hors bilan sensibles à la variation des taux d'intérêt (postes à taux fixe) à des instruments à taux fixe également, afin de neutraliser les variations de juste valeur observées en cas de variation des taux d'intérêt.

Lorsque cet adossement est fait au moyen d'instruments dérivés (principalement des swaps de taux fixe), ceux-ci sont considérés comme des dérivés de couverture de juste valeur (Fair Value Hedge) dès lors que les instruments identifiés (micro FVH) ou les groupes d'instruments identifiés (macro FVH) comme éléments couverts sont éligibles au sens de la norme en vigueur.

En vue de vérifier l'adéquation de la couverture, les instruments de couverture et les éléments couverts sont échéancés par bande de maturité en utilisant les caractéristiques des contrats ou, pour certains postes du bilan (collecte notamment) des hypothèses qui se basent notamment sur les caractéristiques financières des produits et sur des comportements historiques. La comparaison des deux échéanciers (couvertures et éléments couverts) permet de documenter la couverture de manière prospective, en cours de période et rétrospectifs.

A compter de l'exercice 2017, le Groupe Crédit Agricole a mis en place la documentation générationnelle de la macro-couverture.

En effet, jusqu'alors les relations de macro-couverture au sein du Groupe étaient traditionnellement documentées selon la méthode du « fonds de cuve » en mettant en regard, par année d'échéance, les notionnels des actifs couverts et les swaps sans les distinguer par année d'origine.

Dans un environnement économique prolongé de taux bas, une volumétrie importante de prêts immobiliers macro-couverts a fait l'objet de remboursements anticipés et de renégociations commerciales qui se traduisent comptablement comme un remboursement anticipé et la mise en place d'un nouveau prêt à de nouvelles conditions : les encours initialement couverts sont sortis du bilan, ce qui peut entraîner de la sur-couverture sur certaines générations de crédits.

#### ***Instruments financiers dérivés de micro couverture***

L'efficacité de chacun des instruments financiers dérivés classés en micro couverture a été vérifiée sur la base des éléments suivants :

- éligibilité à la relation de micro couverture FVH : tous les swaps considérés sont prêteurs ou emprunteurs TF contre Euribor, Eonia ou TAM ;
- corrélation forte entre les périodicités du swap et de l'élément couvert ;
- corrélation forte entre le notionnel du swap et de l'élément couvert ;
- corrélation forte entre les dates de maturité du swap et de l'élément couvert ;
- corrélation forte entre les index de taux du swap et de l'élément couvert ;
- variations de JV des flux d'intérêt générés par l'élément couvert oscillant entre 80% et 120% des variations de JV du flux d'intérêts généré par la jambe fixe du swap de couverture.

Les instruments financiers dérivés ne répondant plus aux conditions d'efficacité ont été classés en trading.

#### **COUVERTURE DE FLUX DE TRESORERIE (CFH)**

La protection de la marge d'intérêt suppose de neutraliser la variation des futurs flux de trésorerie associés d'instruments ou de postes du bilan liée à la refixation dans le futur du taux d'intérêt de ces instruments, soit parce qu'ils sont indexés sur des indices de taux qui fluctuent, soit parce qu'ils seront refinancés à taux de marché à un certain horizon de temps.

Lorsque cette neutralisation est effectuée au moyen d'instruments dérivés, ceux-ci sont considérés comme des dérivés de couverture des flux de trésorerie (Cash Flow Hedge). Dans ce cas également, cette neutralisation peut être effectuée pour des postes du bilan ou des instruments identifiés individuellement (micro CFH) ou des portefeuilles de postes ou instruments (macro CFH).

Le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes détient au 30/06/2019 neuf actifs à taux variable micro couverts en CFH. Il s'agit de titres d'état français à revenu indexé sur l'inflation.

Ils sont documentés selon la Shortcut Method conformément à la norme Groupe.

#### **COUVERTURE DE L'INVESTISSEMENT NET EN DEVISE (Net Investment Hedge)**

Le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes n'est pas concerné par ce type de couverture.

## **4. RISQUES DE CHANGE**

Le risque de change correspond au risque de variations de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise.

Le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes n'est pas concerné de façon significative par ce type de risque.

## **5. RISQUES DE LIQUIDITE ET DE FINANCEMENT**

Le risque de liquidité et de financement désigne la possibilité de subir une perte si l'entreprise n'est pas en mesure de respecter ses engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. Ces engagements comprennent notamment les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi que les engagements au titre d'emprunts et de placements.

### **OBJECTIFS ET POLITIQUE**

Les exigences réglementaires en matière de liquidité sont définies par :

- L'arrêté du 3 novembre 2014 relatifs à l'identification, la mesure, la gestion et le contrôle du risque de liquidité,
- Le règlement européen n°575/2013 (réglementation Bâle III et instauration du Liquidity Coverage Ratio – LCR).

La Caisse régionale est exposée, comme tous les établissements de crédit, au risque de ne pas disposer des fonds nécessaires pour faire face à ses engagements. Ce risque se matérialiserait, par exemple, en cas de retraits massifs des dépôts de la clientèle.

La Caisse régionale assure sa gestion de liquidité à travers la définition d'un plan de financement annuel et pluriannuel et un dispositif de limites (réglementaires et internes au groupe) pour encadrer le risque. Crédit Agricole SA, en tant qu'organe central du groupe, assure la liquidité des entités du groupe.

### **GESTION DU RISQUE**

#### **1 Rôle de Crédit Agricole SA**

Le rôle de centrale de refinancement dévolu à Crédit Agricole SA s'inscrit dans une démarche d'optimisation financière.

Ses missions sont multiples :

- établir chaque année un budget en besoins de liquidités permettant d'établir le programme annuel de refinancement ;
- faire appel au marché court terme et moyen terme ;
- encadrer le risque de liquidité des Caisses régionales ;
- assurer la liquidité du groupe dans son ensemble.

Crédit Agricole SA est, in fine, le garant de la liquidité des Caisses régionales.

#### **2 Rôle de la Caisse régionale**

La gestion de la liquidité en Caisse régionale consiste à mesurer et à gérer le risque de liquidité de manière permanente avec plusieurs indicateurs :

- ratio LCR (Liquidity Coverage Ratio), qui a remplacé le 1<sup>er</sup> octobre 2015 le ratio de liquidité standard.
- encadrement du risque de liquidité court terme en congruence avec une capacité de résistance à 3 scénarios de crise (systémique, idiosyncratique c'est-à-dire spécifique à l'établissement et global).

## **6. RISQUES OPERATIONNELS ET RISQUES ASSOCIES**

Les risques opérationnels correspondent aux risques de pertes résultant principalement de l'inadéquation ou de la défaillance des processus, des systèmes ou des personnes en charge du traitement des opérations, ainsi que les risques associés à des événements externes, tels que des inondations, des incendies, des tempêtes, des tremblements de terre ou des attaques terroristes. Les risques associés comprennent les risques juridiques et les risques de conformité liés à l'exposition de la Caisse Régionale et ou le groupe Crédit Agricole S.A. à des procédures civiles ou pénales, les risques de non-conformité relatifs au non-respect par la Caisse régionale et/ou le groupe Crédit Agricole S.A. des dispositions réglementaires et légales régissant ses activités bancaires et financières, et les risques de réputation qui pourraient survenir du fait du non-respect par la Caisse régionale et/ou le groupe Crédit Agricole S.A. de ses obligations réglementaires ou légales, ou des normes déontologiques.

Le dispositif de gestion et de surveillance des risques opérationnels déployé au sein de la Caisse régionale suit les préconisations Groupe. Il n'a pas connu de modification substantielle au cours du 1er semestre 2019. Aucune alerte relevant des seuils réglementaires n'a été relevée.

Sur les six premiers mois de l'année 2019, la collecte des incidents ne fait pas apparaître de nouveaux risques.

### **ASSURANCE ET COUVERTURE DES RISQUES OPERATIONNELS**

Pour la protection de son bilan et de son compte de résultat le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes a souscrit les polices d'assurance couvrant les risques principaux suivants :

- police pertes d'exploitation qui garantit une partie du PNB en cas d'arrêt d'activité ;
- police globale de Banque qui vise à prendre en charge les sinistres de type détournements, escroqueries ou vols ;
- polices de responsabilité qui visent à prendre en charge des sinistres envers des tiers lésés ;
- polices de dommage qui visent à prendre en charge les sinistres sur le patrimoine immobilier et matériel.

## **7. RISQUES DE NON CONFORMITE**

Il convient de se référer au dernier rapport du 31 décembre 2018 sur le gouvernement d'entreprise sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil et sur les procédures de contrôle interne et de gestion des risques.

## **8. RISQUES JURIDIQUES**

Les risques juridiques en cours au 30 juin 2019 susceptibles d'avoir une influence négative sur le patrimoine de la Caisse régionale Sud Rhône Alpes ont fait l'objet de provisions adéquates tenant compte des informations dont dispose la Direction Générale.

À la connaissance de la Caisse Régionale Sud Rhône Alpes, il n'existe, au 30 juin 2019, aucune procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage susceptible d'avoir, ou ayant eu récemment des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Caisse Régionale.

Par ailleurs, comme indiqué dans son communiqué du 24 mai 2017, la Caisse régionale de Crédit Agricole Sud Rhône Alpes a été assignée par quelques porteurs de CCI en vue d'obtenir le rachat de leurs titres. Cette action est initiée par l'Association de défense des actionnaires minoritaires (ADAM). Les arguments qu'elle développe sont sans fondement et la Caisse régionale de Crédit Agricole Sud Rhône Alpes est donc très confiante sur l'issue de cette procédure. Suite à un regroupement de dossiers avec des assignations similaires de l'ADAM visant d'autres Caisses régionales de Crédit Agricole, l'action est actuellement instruite par le Tribunal de Grande Instance d'Aix en Provence.

# ***Caisse Régionale de Crédit Agricole Sud Rhône Alpes***

## **COMPTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2019**

(Ayant fait l'objet d'un examen limité)

**Examinés par le Conseil d'administration de la Caisse régionale de Crédit  
Agricole Sud Rhône Alpes en date du 26 juillet 2019**

# CADRE GÉNÉRAL

## PRÉSENTATION JURIDIQUE DE L'ENTITÉ

Le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes est une société coopérative à capital variable régie par l'article L512-20 et suivants du Code monétaire et financier et la loi n°47-1775 du 10/09/1947 portant statut de la coopération.

Siège Social : 12, Place de la Résistance 38000 GRENOBLE

Immatriculée au RCS Grenoble n°402 121 958 Code NAF 6419 Z

Le CCI émis par le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes est coté à Euronext Paris (FR0000045346).

## ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

### COMPTE DE RÉSULTAT

En milliers d'euros	Notes	30/06/2019	31/12/2018	30/06/2018
Intérêts et produits assimilés	4.1	198 125	393 941	195 435
Intérêts et charges assimilées	4.1	- 101 696	- 186 816	- 90 561
Commissions (produits)	4.2	109 377	204 427	106 577
Commissions (charges)	4.2	- 22 816	- 46 266	- 23 304
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	1 323	14 801	2 837
<i>Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction</i>		- 488	541	156
<i>Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat</i>		1 811	14 260	2 681
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	4.4	34 549	37 626	30 198
<i>Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables</i>		- 95	- 300	- 263
<i>Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)</i>		34 644	37 926	30 461
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	4.5	-	-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat	4.6	-	-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat	4.6	-	-	-
Produits des autres activités	4.7	6 783	15 936	8 025
Charges des autres activités	4.7	- 2 144	- 7 019	- 5 036
<b>Produit net bancaire</b>		<b>223 501</b>	<b>426 630</b>	<b>224 171</b>
Charges générales d'exploitation	4.8	- 130 230	- 253 002	- 128 466
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	4.9	- 8 486	- 15 756	- 9 115
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>84 785</b>	<b>157 872</b>	<b>86 590</b>
Coût du risque	4.10	- 13 165	- 8 081	- 6 661
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>71 620</b>	<b>149 791</b>	<b>79 929</b>
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		-	-	-
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4.11	32	381	543
Variations de valeur des écarts d'acquisition	6.9	-	-	-
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>71 652</b>	<b>150 172</b>	<b>80 472</b>
Impôts sur les bénéfices	4.12	- 15 539	- 37 307	- 18 026
Résultat net d'impôts des activités abandonnées	6.6	-	-	-
<b>Résultat net</b>		<b>56 113</b>	<b>112 865</b>	<b>62 446</b>
Participations ne donnant pas le contrôle		3	- 3	1
<b>Résultat net part du Groupe</b>		<b>56 110</b>	<b>112 868</b>	<b>62 445</b>

## RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	Notes	30/06/2019	31/12/2018	30/06/2018
<b>Résultat net</b>		<b>56 113</b>	<b>112 865</b>	<b>62 446</b>
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	4.13	- 1 581	- 12	- 1
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre (1)	4.13	-	-	-
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (1)	4.13	8 471	- 90 783	- 45 735
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>4.13</b>	<b>6 890</b>	<b>- 90 795</b>	<b>- 45 736</b>
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, des entreprises mises en équivalence</b>	<b>4.13</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>4.13</b>	<b>88</b>	<b>3 847</b>	<b>2 447</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	<b>4.13</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées</b>	<b>4.13</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>	<b>4.13</b>	<b>6 978</b>	<b>- 86 948</b>	<b>- 43 289</b>
Gains et pertes sur écarts de conversion	4.13	-	-	-
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	4.13	360	- 644	- 391
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	4.13	672	739	- 568
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>4.13</b>	<b>1 032</b>	<b>95</b>	<b>- 959</b>
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	<b>4.13</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>4.13</b>	<b>- 266</b>	<b>- 26</b>	<b>246</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	<b>4.13</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées</b>	<b>4.13</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>	<b>4.13</b>	<b>766</b>	<b>69</b>	<b>- 713</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>4.13</b>	<b>7 744</b>	<b>- 86 879</b>	<b>- 44 002</b>
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>		<b>63 857</b>	<b>25 986</b>	<b>18 444</b>
Dont part du Groupe		63 853	25 990	18 444
Dont participations ne donnant pas le contrôle		4	- 4	-

(1) Montant du transfert en réserves d'éléments non recyclables

4.13

## BILAN ACTIF

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Notes</b>	<b>30/06/2019</b>	<b>31/12/2018</b>
Caisse, banques centrales		65 268	59 805
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	6.1 - 6.4	211 666	92 529
<i>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</i>		5 028	3 437
<i>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</i>		206 638	89 092
Instruments dérivés de couverture		16 266	16 256
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3 - 6.2 - 6.4	1 374 048	1 356 392
<i>Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</i>		31 501	24 398
<i>Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables</i>		1 342 547	1 331 994
Actifs financiers au coût amorti	3 - 6.3 - 6.4	18 659 739	18 172 035
<i>Prêts et créances sur les établissements de crédit</i>		879 579	919 164
<i>Prêts et créances sur la clientèle</i>		16 467 798	15 897 758
<i>Titres de dettes</i>		1 312 362	1 355 113
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		414 025	180 674
Actifs d'impôts courants et différés		50 426	39 645
Comptes de régularisation et actifs divers		659 234	426 469
Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	6.6	-	-
Participations dans les entreprises mises en équivalence		-	-
Immeubles de placement	6.7	13 281	10 660
Immobilisations corporelles	6.8	142 856	135 547
Immobilisations incorporelles	6.8	11 010	12 413
Ecarts d'acquisition	6.9	2 858	2 858
<b>Total de l'actif</b>		<b>21 620 677</b>	<b>20 505 283</b>



## BILAN PASSIF

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Notes</b>	<b>30/06/2019</b>	<b>31/12/2018</b>
Banques centrales		-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	6.1	6 083	4 014
<i>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</i>		6 083	4 014
<i>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</i>		-	-
Instruments dérivés de couverture		489 918	233 171
Passifs financiers au coût amorti	6.5	18 191 005	17 391 598
<i>Dettes envers les établissements de crédit</i>		11 716 664	11 084 936
<i>Dettes envers la clientèle</i>		5 917 543	5 644 049
<i>Dettes représentées par un titre</i>		556 798	662 613
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		23 591	21 871
Passifs d'impôts courants et différés		12 702	18
Comptes de régularisation et passifs divers		312 499	329 603
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	6.6	-	-
Provisions	6.11	51 522	47 593
Dettes subordonnées	6.12	2 079	2 069
<b>Total dettes</b>		<b>19 089 399</b>	<b>18 029 937</b>
<b>Capitaux propres</b>		<b>2 531 278</b>	<b>2 475 346</b>
<b>Capitaux propres part du Groupe</b>		<b>2 531 151</b>	<b>2 475 222</b>
Capital et réserves liées		469 023	457 658
Réserves consolidées		1 813 609	1 720 032
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		192 408	184 665
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur activités abandonnées		-	-
Résultat de l'exercice		56 110	112 868
<b>Participations ne donnant pas le contrôle</b>		<b>127</b>	<b>124</b>
<b>Total du passif</b>		<b>21 620 677</b>	<b>20 505 283</b>

# TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Part du Groupe							Participations ne donnant pas le contrôle							Capitaux propres consolidés	
	Capital et réserves liées				Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Résultat net	Capitaux propres	Capital, réserves liées et résultat	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux			Capitaux propres		
	Capital	Prime et Réserves consolidées liées au capital (1)	Elimination des titres auto-détenus	Total Capital et Réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			
En milliers d'euros																
Capitaux propres au 1er janvier 2018 Publié	267 986	1 914 682	- 4 048	2 178 620	42 151	-	42 151	-	2 220 771	125	-	-	-	3	128	2 220 898
Impacts nouvelles normes	-	4 475	-	4 475	- 55 021	284 413	229 392	-	233 867	-	-	-	-	-	-	233 867
Capitaux propres au 1er janvier 2018	267 986	1 919 157	- 4 048	2 183 095	- 12 870	284 413	271 543	-	2 454 638	125	-	-	-	3	178	2 454 765
Augmentation de capital	5 978	-	-	5 978	-	-	-	-	5 978	-	-	-	-	-	-	5 978
Variation des titres autodétenus	-	-	- 666	- 666	-	-	-	-	- 666	-	-	-	-	-	-	- 666
Emissions d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres au 1er semestre 2018	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés au 1er semestre 2018	-	- 16 206	-	- 16 206	-	-	-	-	- 16 206	-	-	-	-	-	-	- 16 206
Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle	-	1	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Mouvements liés aux paiements en actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	5 978	- 16 205	- 666	- 10 893	-	-	-	-	- 10 893	-	-	-	-	-	-	- 10 893
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	- 712	- 43 289	- 44 001	-	- 44 001	-	-	-	-	-	-	- 44 001
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat du 1er semestre 2018	-	-	-	-	-	-	-	62 445	62 445	-	-	-	-	-	-	62 445
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 30 juin 2018	273 964	1 902 952	- 4 714	2 172 202	- 13 582	241 124	227 542	62 445	2 462 189	128	-	-	-	3	128	2 462 317
Augmentation de capital	-	-	-	- 5 978	-	-	-	-	- 5 978	-	-	-	-	-	-	- 5 978
Variation des titres autodétenus	-	-	- 534	666	-	-	-	-	666	-	-	-	-	-	-	666
Emissions d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres au 2nd semestre 2018	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés au 2nd semestre 2018	-	-	-	16 206	-	-	-	-	16 206	-	-	-	-	-	-	16 206
Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	- 1	-	-	-	-	- 1	-	-	-	-	-	-	- 1
Mouvements liés aux paiements en actions	-	48	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	1 707	48	- 534	10 893	-	-	-	-	10 893	-	-	-	-	-	-	10 893
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	1 090	-	-	783	- 43 659	- 42 876	-	44 001	-	- 2	-	- 4	- 4	- 4	43 997
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves	-	1 090	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat du 2nd semestre 2018	-	-	-	-	-	-	-	50 423	50 423	- 3	-	-	-	- 2	-	50 421
Autres variations	-	3 176	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 31 décembre 2018	275 671	1 907 266	- 5 248	2 177 689	- 12 799	197 465	184 666	112 868	2 475 223	122	- 2	-	-	1	123	2 475 346
Affectation du résultat 2018	-	112 868	-	-	-	-	-	- 112 868	- 112 868	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2019	275 671	2 020 134	- 5 248	2 290 557	- 12 799	197 465	184 666	-	2 475 223	122	- 2	-	-	1	123	2 475 346
Impacts nouvelles normes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2019 Retraité	275 671	2 020 134	- 5 248	2 290 557	- 12 799	197 465	184 666	-	2 475 223	122	- 2	-	-	1	123	2 475 346
Augmentation de capital (2)	9 474	- 400	-	9 074	-	-	-	-	9 074	-	-	-	-	-	-	9 074
Variation des titres autodétenus	-	-	2 291	2 291	-	-	-	-	2 291	-	-	-	-	-	-	2 291
Emissions d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres au 1er semestre 2019	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés au 1er semestre 2019	-	- 16 663	-	- 16 663	-	-	-	-	- 16 663	-	-	-	-	-	-	- 16 663
Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle	-	- 1	-	- 1	-	-	-	-	- 1	-	-	-	-	-	-	- 1
Mouvements liés aux paiements en actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	9 474	- 17 064	2 291	- 5 299	-	-	-	-	- 5 299	-	-	-	-	-	-	- 5 299
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	765	6 978	7 743	-	7 743	-	1	-	1	1	1	7 744
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat du 1er semestre 2019	-	-	-	-	-	-	-	56 110	56 110	3	-	-	-	-	-	56 113
Autres variations	-	-	-	- 2 625	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	- 2 625
Capitaux propres au 30 juin 2019	285 145	2 003 070	- 2 957	2 282 633	- 12 034	204 443	192 409	56 110	2 533 777	125	- 1	-	-	2	127	2 531 278

(1) Réserves consolidées avant élimination des titres d'autocontrôles

(2) L'évolution du capital correspond à l'augmentation du capital des Caisses Locales et à la diminution en juin 2019 du capital de la Caisse Régionale, suite à l'opération d'annulation de 17 500 CCI auto-détenus.

# TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les **activités opérationnelles** sont représentatives des activités génératrices de produits du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes.

Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les **activités d'investissement** représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles. Les titres de participation stratégiques inscrits dans les rubriques "Juste valeur par résultat" ou "Juste valeur par capitaux propres non recyclables" sont compris dans cette rubrique.

Les **activités de financement** résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

La notion de **trésorerie nette** comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

En milliers d'euros	30/06/2019	31/12/2018	30/06/2018
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>71 652</b>	<b>150 172</b>	<b>80 472</b>
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	8 484	15 755	9 116
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-	-	-
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	15 151	4 645	4 976
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	-	-	-
Résultat net des activités d'investissement	- 32	- 381	- 543
Résultat net des activités de financement	79	688	639
Autres mouvements	15 185	12 640	22 375
<b>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements</b>	<b>38 867</b>	<b>33 347</b>	<b>36 563</b>
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	604 554	589 670	- 138 992
Flux liés aux opérations avec la clientèle	- 284 178	- 879 768	- 311 888
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	- 182 890	266 905	480 897
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	- 277 131	- 4 413	- 5 339
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence	-	-	-
Impôts versés	- 13 872	- 17 558	16 409
<b>Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>	<b>- 153 517</b>	<b>- 45 164</b>	<b>41 087</b>
<b>Flux provenant des activités abandonnées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)</b>	<b>- 42 998</b>	<b>138 355</b>	<b>158 122</b>
Flux liés aux participations (1)	- 1 211	- 4 146	- 2 280
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	- 5 759	- 25 712	- 10 936
Flux provenant des activités abandonnées	-	-	-
<b>Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)</b>	<b>- 6 970</b>	<b>- 29 858</b>	<b>- 13 216</b>
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (2)	- 6 841	- 8 136	- 10 146
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (3)	- 2 883	15 518	18 159
Flux provenant des activités abandonnées	-	-	-
<b>Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)</b>	<b>- 9 724</b>	<b>7 382</b>	<b>8 013</b>
<b>Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (A + B + C + D)</b>	<b>- 59 692</b>	<b>115 879</b>	<b>152 919</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>	<b>212 434</b>	<b>96 555</b>	<b>96 555</b>
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	59 805	60 447	60 447
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	152 629	36 108	36 108
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>	<b>152 742</b>	<b>212 434</b>	<b>249 475</b>
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	65 268	59 805	56 967
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	87 474	152 629	192 508
<b>VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE</b>	<b>- 59 692</b>	<b>115 879</b>	<b>152 920</b>

\* Composé du solde net du poste "Caisses et banques centrales", hors intérêts courus et y compris trésorerie des entités reclassées en activités abandonnées.

\*\* Composé du solde des postes "comptes ordinaires débiteurs non douteux" et "comptes et prêts au jour le jour non douteux" tels que détaillés en note 6.3 et des postes "comptes ordinaires créditeurs" et "comptes et emprunts au jour le jour" tels que détaillés en note 6.5 (hors intérêts courus) ;

(1) Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation et filiales. Au cours du 1er semestre 2019, l'impact net de ces opérations sur la trésorerie s'élève à - 1211 milliers d'euros, portant notamment sur les opérations suivantes : opérations effectuées par la Foncière CASRA avec notamment achat pour 1 million pour Les Clarines, opérations réalisées par CASRA Capital avec notamment la cession pour 1703 milliers d'euros de COTHERM Evolution, 460 milliers d'euros de HMM, ainsi que des opérations réalisées par la Caisse régionale Sud Rhône Alpes avec notamment le rachat de CCI SRA pour 1 083 milliers d'euros dans le cadre du programme de rachat et la participation à l'augmentation de capital de FIRECA pour 1394 milliers d'euros

(2) Le flux de trésorerie négatif provenant ou à destination des actionnaires comprend principalement le paiement des dividendes et intérêts aux parts versés par le groupe Crédit Agricole Sud Rhône Alpes à ses actionnaires à hauteur de 16 663 milliers d'euros compensé en partie par l'augmentation du capital des caisses locales pour 9 740 milliers d'euros.

(3) Cette ligne représente le remboursement de l'emprunt relatif à la titrisation et les intérêts versés sur les TSR émis et les titres participatifs.

## NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

### 1. Principes et Méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisées

#### 1.1 Normes applicables et comparabilité

Les comptes consolidés intermédiaires résumés de la caisse Régionale de Crédit Agricole Sud Rhône Alpes au 30 juin 2019 ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui définit le contenu minimum de l'information, et qui identifie les principes de comptabilisation et d'évaluation devant être appliqués à un rapport financier intermédiaire.

Les normes et interprétations utilisées pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées par le groupe Crédit Agricole sur l'élaboration des comptes consolidés au 31 décembre 2018 établis, en application du règlement CE n°1606/2002, conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite « *carve out* »), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Elles ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2019 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2019.

Celles-ci portent sur :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication par l'Union européenne	Date de 1ère application : exercices ouverts à compter du	Applicable dans le Groupe
<b>IFRS 16 Contrats de location</b> Remplacement d'IAS 17 sur la comptabilisation des contrats de location et des interprétations liées (IFRIC 4 Déterminer si un accord contient un contrat de location, SIC 15 Avantages dans les contrats de location et SIC 27 Evaluation de la substance des transactions impliquant la forme juridique d'un contrat de location)	31 octobre 2017 (UE 2017/1986)	1 <sup>er</sup> janvier 2019	Oui
<b>Amendement à IFRS 9 Instruments financiers</b> Options de remboursement anticipé avec pénalité négative	22 mars 2018 (UE 2018/498)	1 <sup>er</sup> janvier 2019 (1)	Oui
<b>Interprétation IFRIC 23 Positions fiscales incertaines</b> Clarifications à IAS 12 Impôt sur le résultat	24 octobre 2018 (UE 2018/1595)	1 <sup>er</sup> janvier 2019	Oui
<b>Améliorations des IFRS cycle 2015-2017 :</b> - IAS 12 Impôt sur le résultat - IAS 23 Coût d'emprunt - IFRS 3/IFRS 11 Regroupement d'entreprises	15 mars 2019 (UE 2019/412)	1 <sup>er</sup> janvier 2019 1 <sup>er</sup> janvier 2019 1 <sup>er</sup> janvier 2019	Oui Oui Oui
<b>Amendement à IAS 28 Participations dans des entreprises associées et des coentreprises</b> Précisions pour l'investisseur sur la comptabilisation des intérêts long terme accordés à une entreprise associée / coentreprise	11 février 2019 (UE 2019/237)	1 <sup>er</sup> janvier 2019	Oui
<b>Amendement à IAS 19 Avantages au personnel</b> Clarifications sur les conséquences d'une modification, réduction ou liquidation de régime sur la détermination du coût des services rendus et de l'intérêt net	14 mars 2019 (UE 2019/402)	1 <sup>er</sup> janvier 2019	Oui

(1) Le Groupe a décidé d'appliquer de manière anticipée l'amendement IFRS 9 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018

Ainsi, le groupe Crédit Agricole publie pour la première fois à compter du 1er janvier 2019 ses états financiers IFRS en application de la norme IFRS 16 Contrats de location.

La norme IFRS 16 *Contrats de location* remplace la norme IAS 17 et toutes les interprétations liées (IFRIC 4 Déterminer si un accord contient un contrat de location, SIC 15 Avantages dans les contrats de location et SIC 27 Evaluation de la substance des transactions impliquant la forme juridique d'un contrat de location).

La principale évolution apportée par la norme IFRS 16 concerne la comptabilité des locataires. IFRS 16 impose pour les locataires un modèle visant à comptabiliser au bilan tous les contrats de location, avec la reconnaissance au passif d'une dette locative représentative des engagements sur toute la durée du contrat, et à l'actif un droit d'utilisation à amortir.

Pour la première application de la norme IFRS 16, le Groupe a choisi d'appliquer la méthode rétrospective modifiée sans retraitement des informations comparatives 2019 conformément au paragraphe C5(b) de la norme IFRS 16 pour les contrats antérieurement classés en contrats de location simple en application d'IAS 17. Selon cette approche, le Groupe a comptabilisé au 1<sup>er</sup> janvier 2019 une obligation locative évaluée à la valeur actualisée des paiements de loyers restants et un actif au titre du droit d'utilisation évalué au montant de la dette locative ajusté, le cas échéant, du montant des loyers payés d'avance ou à payer qui étaient comptabilisés dans l'état de la situation financière immédiatement avant la date de première application.

Pour les contrats de location précédemment classés en tant que contrats de location-financement, l'entité a reclassé la valeur comptable de l'actif locatif et du passif locatif en tant que droit d'utilisation et passif locatif à la date de première application.

L'application de la norme IFRS 16 n'a pas d'impact sur les capitaux propres.

A la date de transition, le Groupe a choisi d'appliquer les mesures simplificatrices suivantes proposées par la norme :

- Absence d'ajustement au titre des contrats dont le terme de la durée se situe dans les douze mois suivant la date de première application. Cela concerne notamment les baux 3/6/9 qui sont en situation de tacite prolongation à la date de première application.
- Absence d'ajustement au titre des contrats de location dont les biens sous-jacents sont de faible valeur.
- Ajustement du droit d'utilisation du montant comptabilisé au 31 décembre 2018 dans l'état de la situation financière au titre de la provision pour contrats déficitaires.
- Exclusion des coûts directs initiaux de l'évaluation du droit d'utilisation.

Le Groupe a également choisi de ne pas réapprécier si un contrat est ou contient un contrat de location à la date de transition. Pour les contrats conclus avant la date de transition, le Groupe a appliqué la norme IFRS 16 aux contrats identifiés comme des contrats de location en application d'IAS 17 et IFRIC 4.

Le taux d'actualisation applicable pour le calcul du droit d'utilisation et du passif de location est le taux d'endettement marginal à la date d'application initiale d'IFRS 16, fondé sur la durée résiduelle du contrat au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Les droits d'utilisation constatés à la date de première application concernent essentiellement des baux immobiliers relatifs aux agences bancaires.

Les normes et interprétations publiées par l'IASB au 30 juin 2019 mais non encore adoptées par l'Union européenne ne sont pas applicables par le Groupe. Elles n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de la date prévue par l'Union européenne et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2019.

Par ailleurs, l'amendement IAS 1/IAS 8 Présentation des états financiers, publié par l'IASB et applicable au 1er janvier 2020 sous réserve de son adoption par l'Union européenne, est sans enjeu majeur pour le Groupe.

Les comptes consolidés intermédiaires résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans les comptes consolidés au 31 décembre 2018 de la caisse Régionale de Crédit Agricole Sud Rhône Alpes et doivent être lus en complément de ces derniers. Aussi, seules les informations les plus significatives sur l'évolution de la situation financière et des performances de la caisse Régionale de Crédit Agricole Sud Rhône Alpes sont mentionnées dans ces comptes semestriels.

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations réalisées pour les instruments financiers évalués à leur juste valeur, les participations non consolidées, la valorisation des entreprises mises en équivalence, les régimes de retraites et autres avantages sociaux futurs, les dépréciations de créances irrécouvrables, les provisions, la dépréciation des écarts d'acquisition et les actifs d'impôts différés.

## 1.2 Principes et méthodes comptables

### ➤ Contrats de location (IFRS 16)

Le groupe peut être bailleur ou preneur d'un contrat de location.

#### ✓ Contrats de location dont le groupe est bailleur

Les opérations de location sont analysées selon leur substance et leur réalité financière. Elles sont comptabilisées selon les cas, soit en opérations de location-financement, soit en opérations de location simple.

- S'agissant d'opérations de location-financement, elles sont assimilées à une vente d'immobilisation au locataire financée par un crédit accordé par le bailleur. L'analyse de la substance économique des opérations de location-financement conduit le bailleur à :
  - a) Sortir du bilan l'immobilisation louée ;
  - b) Constater une créance financière sur le client parmi les « actifs financiers au coût amorti » pour une valeur égale à la valeur actualisée au taux implicite du contrat des paiements de location à recevoir par le bailleur au titre du contrat de location, majorée de toute valeur résiduelle non garantie revenant au bailleur ;
  - c) Comptabiliser des impôts différés au titre des différences temporelles portant sur la créance financière et la valeur nette comptable de l'immobilisation louée.
  - d) Décomposer les produits correspondant aux loyers entre d'une part les intérêts d'autre part l'amortissement du capital.
- S'agissant d'opérations de location simple, le bailleur comptabilise les biens loués parmi les « immobilisations corporelles » à l'actif de son bilan et enregistre les produits de location de manière linéaire parmi les « produits des autres activités » au compte de résultat.

#### ✓ Contrats de location dont le groupe est preneur

Les opérations de location sont comptabilisées dans le bilan à la date de mise à disposition de l'actif loué. Le preneur constate un actif représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué parmi les immobilisations corporelles pendant la durée estimée du contrat et une dette au titre de l'obligation de paiement des loyers parmi les passifs divers sur cette même durée.

La durée de location d'un contrat correspond à la durée non résiliable du contrat de location ajustée des options de prolongation du contrat que le preneur est raisonnablement certain d'exercer et option de résiliation que le preneur est raisonnablement certain de ne pas exercer.

En France, la durée retenue pour les baux commerciaux dits « 3/6/9 » est généralement de 9 ans avec une période initiale non résiliable de 3 ans.

La dette locative est comptabilisée pour un montant égal à la valeur actualisée des paiements de loyers sur la durée du contrat. Les paiements de loyers comprennent les loyers fixes, les loyers variables basés sur un taux ou un indice et les paiements que le preneur s'attend à payer au titre des garanties de valeur résiduelle, d'option d'achat ou de pénalité de résiliation anticipée. Les loyers variables qui ne dépendent pas d'un indice ou d'un taux et la TVA non déductible sur les loyers sont exclus du calcul de la dette et sont comptabilisés en charges générales d'exploitation.

Le taux d'actualisation applicable pour le calcul du droit d'utilisation et du passif de location est par défaut le taux d'endettement marginal du locataire sur la durée du contrat à la date de signature du contrat, lorsque le taux implicite n'est pas aisément déterminable.

La charge correspondant aux loyers est décomposée entre d'une part les intérêts et d'autre part l'amortissement du capital

Le droit d'utilisation de l'actif est évalué à la valeur initiale de la dette locative augmentée des coûts directs initiaux, des paiements d'avance et des coûts de remise en état. Il est amorti sur la durée estimée du contrat.

La dette locative et le droit d'utilisation peuvent être ajustés en cas de modification du contrat de location, de réestimation de la durée de location ou de révision des loyers liée à l'application d'indices ou de taux.

Des impôts différés sont comptabilisés au titre des différences temporelles des droits d'utilisation et des passifs de location chez le preneur.

Conformément à l'exception prévue par la norme, les contrats de location à court terme (durée initiale inférieure à douze mois) et les contrats de location dont la valeur à neuf du bien loué est de faible valeur ne sont pas comptabilisés au bilan, les charges de location correspondantes sont enregistrées de manière linéaire dans le compte de résultat parmi les charges générales d'exploitation.

Conformément aux dispositions prévues par la norme, le Groupe n'applique pas la norme IFRS 16 aux contrats de location d'immobilisations incorporelles.

## **2. Principales opérations de structure et événements significatifs de la période**

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 30 juin 2019 sont présentés de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 12 Périmètre de consolidation au 30 juin 2019.

### **- Opération de titrisation**

Au 30/06/2019, une nouvelle entité (FCT Crédit Agricole Habitat 2019) a été consolidée au sein du groupe Crédit Agricole, née d'une opération de titrisation réalisée par les 39 Caisses régionales et LCL, le 23 mai 2019. Cette transaction est le second RMBS français auto-souscrit du Groupe.

Cette opération s'est traduite par une cession de crédits à l'habitat originés par les 39 Caisses régionales et LCL au FCT Crédit Agricole Habitat 2019 pour un montant de 15 milliards d'euros et une souscription le même jour par les établissements ayant cédé les crédits, des titres émis par le FCT.

Dans le cadre de cette titrisation interne au Groupe, la caisse Régionale de Crédit Agricole Sud Rhône Alpes a cédé, à l'origine, des crédits habitat pour un montant de 442 200 milliers d'euros au FCT Crédit Agricole Habitat 2019. Elle a souscrit des obligations sénior pour 378 100 milliers d'euros et pour 64 100 milliers d'euros de titres subordonnés.

### **- Opération sur le capital de la Caisse Régionale**

Conformément à l'autorisation donnée par l'AG du 29 mars 2019, Crédit Agricole Sud Rhône Alpes a procédé à l'annulation de 17 500 CCI auto-détenus pour un montant nominal de 268 875 euros.

Dans le même temps, la Caisse Régionale a procédé à une augmentation de capital par l'émission de 11 051 parts sociales. A l'issue de cette opération, le capital de la caisse Régionale est passé de 69 949 310 euros à 69 850 962,75 euros.

## **3. Risque de crédit**

(Cf. Chapitre « Facteurs de risque – Risque de crédit »)

### **3.1.1 Variation des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes sur la période**

Les corrections de valeur pour pertes correspondent aux dépréciations sur actifs et aux provisions sur engagement hors bilan comptabilisées en résultat net (Coût du risque) au titre du risque de crédit.

Les tableaux suivants présentent un rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des corrections de valeur pour perte comptabilisées en Coût du risque et des valeurs comptables associées, par catégorie comptable et type d'instruments.

## ACTIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI : TITRES DE DETTES

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
En milliers d'euros									
Au 1er janvier 2019	1 351 371	- 397	4 149	- 10	-	-	1 355 520	- 407	1 355 113
Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2	-	-	-	-			-	-	
Retour de Bucket 2 vers Bucket 1	-	-	-	-			-	-	
Transferts vers Bucket 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	
Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total après transferts	1 351 371	- 397	4 149	- 10	-	-	1 355 520	- 407	1 355 113
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	- 38 647	35	- 4 149	10	-	-	- 42 796	45	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	26 175	- 21	-	-			26 175	- 21	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	- 64 822	2	- 4 149	10	-	-	- 68 971	12	
Passages à perte					-	-	-	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		54		-		-		54	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Transferts en actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total	1 312 724	- 362	-	-	-	-	1 312 724	- 362	1 312 362
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	-		-		-		-		
Au 30 juin 2019	1 312 724	- 362	-	-	-	-	1 312 724	- 362	1 312 362
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-		

(1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des encours classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3.

(2) Les originations en Bucket 2 peuvent inclure des encours originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées



# ACTIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI : PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT (HORS OPÉRATIONS INTERNES AU CRÉDIT AGRICOLE)

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
En milliers d'euros									
Au 1er janvier 2019	68 517	-	-	-	-	-	68 517	-	68 517
Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2	-	-	-	-			-	-	
Retour de Bucket 2 vers Bucket 1	-	-	-	-			-	-	
Transferts vers Bucket 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	
Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total après transferts	68 517	-	-	-	-	-	68 517	-	68 517
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	25 176	-	-	-	-	-	25 176	-	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	35 462	-	-	-			35 462	-	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	- 10 286	-	-	-	-	-	- 10 286	-	
Passages à perte					-	-	-	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		-		-		-		-	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Transferts en actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total	93 693	-	-	-	-	-	93 693	-	93 693
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	-		-		-		-		
Au 30 juin 2019	93 693	-	-	-	-	-	93 693	-	93 693
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-		

(1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des encours classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3.

(2) Les originations en Bucket 2 peuvent inclure des encours originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées

## ACTIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI : PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
En milliers d'euros									
Au 1er janvier 2019	14 722 414	- 18 720	1 174 354	- 61 535	191 108	- 109 863	16 087 876	- 190 118	15 897 758
Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre	118 703	- 8 209	- 150 331	20 172	31 628	- 15 861	-	- 3 898	
Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2	- 352 249	1 084	352 249	- 4 367			-	- 3 283	
Retour de Bucket 2 vers Bucket 1	485 274	- 9 586	- 485 274	23 036			-	13 450	
Transferts vers Bucket 3 (1)	- 16 488	304	- 24 479	1 784	40 967	- 18 982	-	- 16 894	
Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1	2 166	- 11	7 173	- 281	- 9 339	3 121	-	2 829	
Total après transferts	14 841 117	- 26 929	1 024 023	- 41 363	222 736	- 125 724	16 087 876	- 194 016	15 893 860
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	609 189	4 901	- 36 252	- 15 127	- 21 556	5 476	551 381	- 4 750	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	1 892 137	- 4 104	73 833	- 7 794			1 965 970	- 11 898	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	- 1 282 948	2 816	- 110 085	5 366	- 17 806	8 045	- 1 410 839	16 227	
Passages à perte					- 3 687	3 217	- 3 687	3 217	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	- 206	- 63	63	- 63	- 143	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		6 189		- 12 493		-6 769		-13 073	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Transferts en actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	-	-	-	-	-	920	-	920	
Total	15 450 306	- 22 028	987 771	- 56 490	201 180	- 120 248	16 639 257	- 198 766	16 440 491
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	20 688		- 980		7 599		27 307		
Au 30 juin 2019	15 470 994	- 22 028	986 791	- 56 490	208 779	- 120 248	16 666 564	- 198 766	16 467 798
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-		

(1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des encours classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3.

(2) Les originations en Bucket 2 peuvent inclure des encours originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées

## ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES : TITRES DE DETTES

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total	
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)					
	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes
En milliers d'euros								
Au 1er janvier 2019	24 398	- 24	-	-	-	-	24 398	- 24
Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2	-	-	-	-			-	-
Retour de Bucket 2 vers Bucket 1	-	-	-	-			-	-
Transferts vers Bucket 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1	-	-	-	-	-	-	-	-
Total après transferts	24 398	- 24	-	-	-	-	24 398	- 24
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	7 103	- 2	-	-	-	-	7 103	- 2
Réévaluation de juste valeur sur la période	264		-		-		264	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	11 116	- 10	-	-			11 116	- 10
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	- 4 277	8	-	-	-	-	- 4 277	8
Passages à perte					-	-	-	-
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		-		-		-		-
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts en actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	31 501	- 26	-	-	-	-	31 501	- 26
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	-		-		-		-	
Au 30 juin 2019	31 501	- 26	-	-	-	-	31 501	- 26
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-	

(1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des encours classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3.

(2) Les originations en Bucket 2 peuvent inclure des encours originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période

(3) Inclut les impacts relatifs à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes)

## ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES : PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total	
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)					
	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes
En milliers d'euros								
Au 1er janvier 2019	-	-	-	-	-	-	-	
Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre	-	-	-	-	-	-	-	
Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2	-	-	-	-			-	
Retour de Bucket 2 vers Bucket 1	-	-	-	-			-	
Transferts vers Bucket 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	
Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1	-	-	-	-	-	-	-	
Total après transferts	-	-	-	-	-	-	-	
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	-	-	-	-	-	-	-	
Réévaluation de juste valeur sur la période	-		-		-		-	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	-	-	-	-			-	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-	-	-	-	-	-	-	
Passages à perte					-	-	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		-		-		-		
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	
Transferts en actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	-	-	-	-	-	-	-	
Total	-	-	-	-	-	-	-	
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	-		-		-		-	
Au 30 juin 2019	-	-	-	-	-	-	-	
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-	

(1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des encours classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3.

(2) Les originations en Bucket 2 peuvent inclure des encours originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période

(3) Inclut les impacts relatifs à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes)

## ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES : PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total	
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)					
	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes
<i>En milliers d'euros</i>								
<b>Au 1er janvier 2019</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Bucket 2 vers Bucket 1	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers Bucket 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total après transferts</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
Réévaluation de juste valeur sur la période	-	-	-	-	-	-	-	-
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	-	-	-	-	-	-	-	-
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-	-	-	-	-	-	-	-
Passages à perte	-	-	-	-	-	-	-	-
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période	-	-	-	-	-	-	-	-
Changements dans le modèle / méthodologie	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts en actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Au 30 juin 2019</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des encours classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3.

(2) Les originations en Bucket 2 peuvent inclure des encours originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période

(3) Inclut les impacts relatifs à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes)

## ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT (HORS OPÉRATIONS INTERNES AU CRÉDIT AGRICOLE)

	Engagements sains				Engagements dépréciés (Bucket 3)		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)						
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement (a) + (b)
En milliers d'euros									
Au 1er janvier 2019	1 200 447	- 1 939	34 367	- 3 193	2 056	-	1 236 870	- 5 132	1 231 738
Transferts d'engagements en cours de vie d'un bucket à l'autre	1 385	- 3	- 1 694	173	309	-	-	170	
Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2	- 14 239	27	14 239	- 1 589			-	- 1 562	
Retour de Bucket 2 vers Bucket 1	15 793	- 30	- 15 793	1 762			-	1 732	
Transferts vers Bucket 3 (1)	- 223	-	- 186	-	409	-	-	-	
Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1	54	-	46	-	- 100	-	-	-	
Total après transferts	1 201 832	- 1 942	32 673	- 3 020	2 365	-	1 236 870	- 4 962	
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	95 877	- 502	- 4 780	- 93	190	-	91 287	- 595	
Nouveaux engagements donnés (2)	604 710	- 1 342	13 127	- 2 012			617 837	- 3 354	
Extinction des engagements	- 509 145	2 095	- 17 598	1 419	- 1 416	-	- 528 159	3 514	
Passages à perte	-	-	-	-	- 8	-	- 8	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	- 8	- 6	-	- 6	- 8	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		- 1 255		508		-		- 747	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-	
Transferts en actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	312	-	- 309	-	1 620	-	1 623	-	
Au 30 juin 2019	1 297 709	- 2 444	27 893	- 3 113	2 555	-	1 328 157	- 5 557	

(1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des engagements classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3.

(2) Les nouveaux engagements donnés en Bucket 2 peuvent inclure des engagements originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période.

## ENGAGEMENTS DE GARANTIE (HORS OPÉRATIONS INTERNES AU CRÉDIT AGRICOLE)

	Engagements sains				Engagements dépréciés (Bucket 3)		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)						
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement (a) + (b)
<i>En milliers d'euros</i>									
<b>Au 1er janvier 2019</b>	<b>396 848</b>	<b>- 598</b>	<b>10 886</b>	<b>- 1 173</b>	<b>5 313</b>	<b>- 1 028</b>	<b>413 047</b>	<b>- 2 799</b>	<b>410 248</b>
<b>Transferts d'engagements en cours de vie d'un bucket à l'autre</b>	<b>- 1 060</b>	<b>3</b>	<b>898</b>	<b>- 85</b>	<b>162</b>	<b>- 43</b>	<b>-</b>	<b>- 125</b>	
Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2	- 1 980	5	1 980	- 186			-	- 181	
Retour de Bucket 2 vers Bucket 1	932	- 2	- 932	87			-	85	
Transferts vers Bucket 3 (1)	- 12	-	- 154	14	166	- 44	-	- 30	
Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1	-	-	4	-	- 4	1	-	1	
<b>Total après transferts</b>	<b>395 788</b>	<b>- 595</b>	<b>11 784</b>	<b>- 1 258</b>	<b>5 475</b>	<b>- 1 071</b>	<b>413 047</b>	<b>- 2 924</b>	<b>410 123</b>
<b>Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes</b>	<b>51 701</b>	<b>16</b>	<b>- 1 189</b>	<b>264</b>	<b>- 1 412</b>	<b>2</b>	<b>49 100</b>	<b>282</b>	
Nouveaux engagements donnés (2)	97 746	- 123	3 028	- 133			100 774	- 256	
Extinction des engagements	- 46 045	77	- 4 217	284	- 1 999	174	- 52 261	535	
Passages à perte	-	-	-	-	-	-	-	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		62		113		- 172		3	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-	
Transferts en actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	-	-	-	-	587	-	587	-	
<b>Au 30 juin 2019</b>	<b>447 489</b>	<b>- 579</b>	<b>10 595</b>	<b>- 994</b>	<b>4 063</b>	<b>- 1 069</b>	<b>462 147</b>	<b>- 2 642</b>	<b>459 505</b>

(1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des engagements classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3.

(2) Les nouveaux engagements donnés en Bucket 2 peuvent inclure des engagements originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période.

## 4. Notes relatives au résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

### 4.1 Produits et Charges d'intérêts

En milliers d'euros	30/06/2019	31/12/2018	30/06/2018
<b>Sur les actifs financiers au coût amorti</b>	<b>192 519</b>	<b>381 812</b>	<b>189 366</b>
Opérations avec les établissements de crédit	1 608	2 425	1 084
Opérations internes au Crédit Agricole	15 108	30 631	15 402
Opérations avec la clientèle	164 447	325 013	160 879
Opérations de location-financement	-	-	-
Titres de dettes	11 356	23 743	12 001
<b>Sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>311</b>	<b>441</b>	<b>252</b>
Opérations avec les établissements de crédit	-	-	-
Opérations avec la clientèle	-	-	-
Titres de dettes	311	441	252
<b>Intérêts courus et échus des instruments de couverture</b>	<b>5 295</b>	<b>11 688</b>	<b>5 817</b>
<b>Autres intérêts et produits assimilés</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Produits d'intérêts (1) (2)</b>	<b>198 125</b>	<b>393 941</b>	<b>195 435</b>
<b>Sur les passifs financiers au coût amorti</b>	<b>- 59 756</b>	<b>- 102 796</b>	<b>- 50 308</b>
Opérations avec les établissements de crédit	- 2 418	- 3 553	- 1 734
Opérations internes au Crédit Agricole	- 33 528	- 62 778	- 30 308
Opérations avec la clientèle	- 24 270	- 37 809	- 18 665
Opérations de location-financement	-	-	-
Dettes représentées par un titre	471	1 966	1 010
Dettes subordonnées	- 11	- 622	- 611
<b>Intérêts courus et échus des instruments de couverture</b>	<b>- 41 911</b>	<b>- 84 020</b>	<b>- 40 253</b>
<b>Autres intérêts et charges assimilées</b>	<b>- 29</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Charges d'intérêts</b>	<b>- 101 696</b>	<b>- 186 816</b>	<b>- 90 561</b>

(1) dont 2 413 milliers d'euros sur créances dépréciées (Bucket 3) au 30 juin 2019 contre 4 787 milliers d'euros au 31 décembre 2018 et 2 407 milliers d'euros au 30 juin 2018.

(2) dont 395 milliers d'euros correspondant à des bonifications reçues de l'Etat au 30 juin 2019, contre 1 113 milliers d'euros au 31 décembre 2018 et 585 milliers d'euros au 30 juin 2018.

### 4.2 Produits et charges de commissions

En milliers d'euros	30/06/2019			31/12/2018			30/06/2018		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	276	- 38	238	675	- 83	592	286	- 40	246
Sur opérations internes au Crédit Agricole	8 581	- 16 374	- 7 793	15 993	- 32 929	- 16 936	7 789	- 17 167	- 9 378
Sur opérations avec la clientèle	27 931	- 777	27 154	56 133	- 1 389	54 744	28 505	- 675	27 830
Sur opérations sur titres	-	- 45	- 45	6	- 5	1	6	- 2	4
Sur opérations de change	126	-	126	160	-	160	68	-	68
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	194	-	194	385	-	385	338	-	338
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	70 963	- 5 453	65 510	128 651	- 11 571	117 080	68 271	- 5 272	62 999
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	1 306	- 129	1 177	2 424	- 289	2 135	1 314	- 148	1 166
<b>Total Produits nets et charges des commissions</b>	<b>109 377</b>	<b>- 22 816</b>	<b>86 561</b>	<b>204 427</b>	<b>- 46 266</b>	<b>158 161</b>	<b>106 577</b>	<b>- 23 304</b>	<b>83 273</b>



### 4.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

<i>En milliers d'euros</i>	<b>30/06/2019</b>	<b>31/12/2018</b>	<b>30/06/2018</b>
Dividendes reçus	6 245	125	-
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif détenus à des fins de transaction	- 506	535	157
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	- 6 507	7 160	893
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de dette ne remplissant pas les critères SPPI	1 825	6 523	1 591
Gains ou pertes nets sur actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-	-
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option (1)	-	-	-
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	266	458	196
Résultat de la comptabilité de couverture	-	-	-
<b>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>1 323</b>	<b>14 801</b>	<b>2 837</b>

(1) Hors spread de crédit émetteur pour les passifs à la juste valeur par résultat sur option concernés

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	<b>30/06/2019</b>			<b>31/12/2018</b>			<b>30/06/2018</b>		
	Profits	Pertes	Net	Profits	Pertes	Net	Profits	Pertes	Net
<b>Couverture de juste valeur</b>	<b>206 274</b>	<b>- 206 274</b>	<b>-</b>	<b>194 764</b>	<b>- 194 764</b>	<b>-</b>	<b>198 583</b>	<b>- 198 583</b>	<b>-</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	112 957	- 93 317	19 640	93 319	- 101 445	- 8 126	95 961	- 102 622	- 6 661
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couverture)	93 317	- 112 957	- 19 640	101 445	- 93 319	8 126	102 622	- 95 961	6 661
<b>Couverture de flux de trésorerie</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers</b>	<b>517 136</b>	<b>- 517 136</b>	<b>-</b>	<b>260 229</b>	<b>- 260 229</b>	<b>-</b>	<b>246 869</b>	<b>- 246 869</b>	<b>-</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts	377 137	- 139 999	237 138	155 575	- 104 654	50 921	137 470	- 109 399	28 071
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	139 999	- 377 137	- 237 138	104 654	- 155 575	- 50 921	109 399	- 137 470	- 28 071
<b>Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total Résultat de la comptabilité de couverture</b>	<b>723 410</b>	<b>- 723 410</b>	<b>-</b>	<b>454 993</b>	<b>- 454 993</b>	<b>-</b>	<b>445 452</b>	<b>- 445 452</b>	<b>-</b>

#### 4.4 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

En milliers d'euros	30/06/2019	31/12/2018	30/06/2018
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables (1)	- 95	- 300	- 263
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes) (2)	34 644	37 926	30 461
<b>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>34 549</b>	<b>37 626</b>	<b>30 198</b>

(1) Hors résultat de cession sur instruments de dettes dépréciés (Bucket 3) mentionné en note 4.10 « Coût du risque ».

(2) Dont dividendes reçus : 32,3 millions d'euros de la SAS Rue de la Boétie principalement

#### 4.5 Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti

En milliers d'euros	30/06/2019	31/12/2018
Titres de dettes	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-
<b>Gains résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Titres de dettes	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-
<b>Pertes résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti (1)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

(1) Hors résultat sur décomptabilisation d'instruments de dettes dépréciés (Bucket 3) mentionné en note 4.10 « Coût du risque ».

#### 4.6 Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers vers la juste valeur par résultat

Le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes n'a pas effectué de reclassements d'actifs financiers vers la juste valeur par résultat.

#### 4.7 Produits (charges) nets des autres activités

En milliers d'euros	30/06/2019	31/12/2018	30/06/2018
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation	-	-	-
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurance	-	-	-
Autres produits nets de l'activité d'assurance	-	-	-
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance	-	-	-
Produits nets des immeubles de placement	- 253	- 183	- 132
Autres produits (charges) nets	4 892	9 100	3 121
<b>Produits (charges) des autres activités</b>	<b>4 639</b>	<b>8 917</b>	<b>2 989</b>

#### 4.8 Charges générales d'exploitation

En milliers d'euros	30/06/2019	31/12/2018	30/06/2018
Charges de personnel	- 79 712	- 159 651	- 77 559
Impôts, taxes et contributions réglementaires (1)	- 8 658	- 11 618	- 9 236
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	- 41 860	- 81 733	- 41 671
<b>Charges générales d'exploitation</b>	<b>- 130 230</b>	<b>- 253 002</b>	<b>- 128 466</b>

(1) Dont 3 062 milliers d'euros comptabilisés au titre du fonds de résolution au 30 juin 2019.

## 4.9 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

En milliers d'euros	30/06/2019	31/12/2018	30/06/2018
<b>Dotations aux amortissements</b>	<b>- 8 672</b>	<b>- 15 888</b>	<b>- 9 055</b>
Immobilisations corporelles (1)	- 8 639	- 15 580	- 8 775
Immobilisations incorporelles	- 33	- 308	- 280
<b>Dotations (reprises) aux dépréciations</b>	<b>186</b>	<b>132</b>	<b>- 60</b>
Immobilisations corporelles (2)	186	- 49	- 60
Immobilisations incorporelles	-	181	-
<b>Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles</b>	<b>- 8 486</b>	<b>- 15 756</b>	<b>- 9 115</b>

(1) Dont 771 milliers d'euros comptabilisés au titre de l'amortissement du droit d'utilisation au 30 juin 2019.

(2) Dont 0 millier d'euros comptabilisés au titre des dotations (reprises) aux dépréciations du droit d'utilisation au 30 juin 2019.

## 4.10 Coût du risque

En milliers d'euros	30/06/2019	31/12/2018	30/06/2018
<b>Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan sains (Bucket 1 et Bucket 2)</b>	<b>1 557</b>	<b>7 070</b>	<b>960</b>
<b>Bucket 1 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir</b>	<b>- 3 759</b>	<b>10 678</b>	<b>6 200</b>
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	- 2	- 4	- 4
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	- 3 272	10 683	6 204
Engagements par signature	- 485	- 1	-
<b>Bucket 2 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie</b>	<b>5 316</b>	<b>- 3 608</b>	<b>- 5 240</b>
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	449	449
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	5 055	- 3 881	- 5 689
Engagements par signature	261	- 176	-
<b>Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan dépréciés (Bucket 3)</b>	<b>- 13 625</b>	<b>- 10 312</b>	<b>- 6 954</b>
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	- 13 584	- 10 829	- 6 817
Engagements par signature	- 41	517	- 137
<b>Autres actifs</b>	<b>43</b>	<b>- 128</b>	<b>- 71</b>
<b>Risques et charges</b>	<b>- 758</b>	<b>- 3 294</b>	<b>- 252</b>
<b>Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions</b>	<b>- 12 783</b>	<b>- 6 664</b>	<b>- 6 317</b>
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables dépréciés	-	-	-
Gains ou pertes réalisés sur instruments de dettes comptabilisés au coût amorti dépréciés	-	-	-
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	- 592	- 1 504	- 391
Récupérations sur prêts et créances	315	449	229
<i>comptabilisés au coût amorti</i>	315	449	229
<i>comptabilisés en capitaux propres recyclables</i>	-	-	-
Décotes sur crédits restructurés	- 63	- 237	- 129
Pertes sur engagements par signature	- 31	- 57	- 24
Autres pertes	- 11	- 68	- 29
Autres produits	-	-	-
<b>Coût du risque</b>	<b>- 13 165</b>	<b>- 8 081</b>	<b>- 6 661</b>

## 4.11 Gains ou pertes nets sur autres actifs

En milliers d'euros	30/06/2019	31/12/2018	30/06/2018
<b>Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation</b>	<b>32</b>	<b>381</b>	<b>543</b>
Plus-values de cession	212	4 664	4 546
Moins-values de cession	- 180	- 4 283	- 4 003
<b>Titres de capitaux propres consolidés</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Plus-values de cession	-	-	-
Moins-values de cession	-	-	-
<b>Produits (charges) nets sur opérations de regroupement</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Gains ou pertes nets sur autres actifs</b>	<b>32</b>	<b>381</b>	<b>543</b>

## 4.12 Impôts

### ➤ Charge d'impôt

En milliers d'euros	30/06/2019	31/12/2018	30/06/2018
Charge d'impôt courant	- 19 435	- 37 447	- 22 595
Charge d'impôt différé	3 896	140	4 569
<b>Total Charge d'impôt</b>	<b>- 15 539</b>	<b>- 37 307</b>	<b>- 18 026</b>

### RÉCONCILIATION DU TAUX D'IMPÔTS THÉORIQUE AVEC LE TAUX D'IMPÔT CONSTATÉ

#### ✓ AU 30 JUIN 2019

En milliers d'euros	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	71 652	34,43%	- 24 670
Effet des différences permanentes			9 851
<i>Dont dividendes régime mère fille</i>			11 731
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			- 237
Effet de l'imposition à taux réduit			-
Changement de taux			- 2 592
Effet des autres éléments			2 109
<b>Taux et charge effectifs d'impôt</b>		<b>21,69%</b>	<b>- 15 539</b>

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 30 juin 2019.

Le total des impôts différés relatifs aux éléments imputés dans les capitaux propres correspond à une diminution de ces derniers pour 3 207 milliers d'euros au 30 juin 2019.

#### ✓ AU 31 DÉCEMBRE 2018

En milliers d'euros	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	150 172	34,43%	- 51 704
Effet des différences permanentes			11 468
<i>Dont dividendes régime mère fille</i>			12 628
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			339
Effet de l'imposition à taux réduit			-
Changement de taux			-
Effet des autres éléments			2 590
<b>Taux et charge effectifs d'impôt</b>		<b>24,84%</b>	<b>- 37 307</b>

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2018.

Le total des impôts différés relatifs aux éléments imputés dans les capitaux propres correspond à une diminution de ces derniers pour 3 029 milliers d'euros au 31 décembre 2018.

✓ **AU 30 JUIN 2018**

	Base	Taux d'impôt	Impôt
<i>En milliers d'euros</i>			
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	80 472	34,43%	-27 707
Effet des différences permanentes			11 293
<i>Dont dividendes régime mère fille</i>			10 387
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			197
Effet de l'imposition à taux réduit			-
Changement de taux			-
Effet des autres éléments			-1 809
<b>Taux et charge effectifs d'impôt</b>		<b>22,40%</b>	<b>18 026</b>

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 30 juin 2018.

## 4.13 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

### DÉTAIL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	30/06/2019	31/12/2018	30/06/2018
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>			
<b>Gains et pertes sur écarts de conversion</b>	-	-	-
Ecart de réévaluation de la période	-	-	-
Transferts en résultat	-	-	-
Autres variations	-	-	-
<b>Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables</b>	<b>360</b>	<b>- 644</b>	<b>- 391</b>
Ecart de réévaluation de la période	262	- 500	- 209
Transferts en résultat	96	300	263
Autres variations	2	- 444	- 445
<b>Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture</b>	<b>672</b>	<b>739</b>	<b>- 568</b>
Ecart de réévaluation de la période	672	739	- 568
Transferts en résultat	-	-	-
Autres variations	-	-	-
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	-	-	-
<b>Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>- 266</b>	<b>- 26</b>	<b>246</b>
<b>Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	-	-	-
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées</b>	-	-	-
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>	<b>766</b>	<b>69</b>	<b>- 713</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>			
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	- 1 581	- 12	- 1
<b>Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre</b>	-	-	-
Ecart de réévaluation de la période	-	-	-
Transferts en réserves	-	-	-
Autres variations	-	-	-
<b>Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables</b>	<b>8 471</b>	<b>- 90 783</b>	<b>- 45 735</b>
Ecart de réévaluation de la période	8 471	- 93 094	- 49 136
Transferts en réserves	-	- 1 090	-
Autres variations	-	3 401	3 401
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	-	-	-
<b>Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>88</b>	<b>3 847</b>	<b>2 447</b>
<b>Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	-	-	-
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées</b>	-	-	-
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>	<b>6 978</b>	<b>- 86 948</b>	<b>- 43 289</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>7 744</b>	<b>- 86 879</b>	<b>- 44 002</b>
Dont part du Groupe	7 743	- 86 877	- 44 001
Dont participations ne donnant pas le contrôle	1	- 2	- 1

## VARIATION DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES ET EFFETS D'IMPÔTS

	31/12/2018				Variation				30/06/2019			
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe
<i>En milliers d'euros</i>												
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>												
Gains et pertes sur écarts de conversion	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	- 421	107	- 314	- 313	360	- 92	268	267	- 61	15	- 46	- 46
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	- 8 715	2 251	- 6 464	- 6 464	672	- 174	498	498	- 8 043	2 077	- 5 966	- 5 966
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	- 9 136	2 358	- 6 777	- 6 777	1 032	- 266	766	765	- 8 104	2 092	- 6 011	- 6 012
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>	<b>- 9 136</b>	<b>2 358</b>	<b>- 6 777</b>	<b>- 6 777</b>	<b>1 032</b>	<b>- 266</b>	<b>766</b>	<b>765</b>	<b>- 8 104</b>	<b>2 092</b>	<b>- 6 011</b>	<b>- 6 012</b>
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>												
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	- 8 132	2 100	- 6 032	- 6 032	- 1 581	409	- 1 172	- 1 172	- 9 713	2 509	- 7 204	- 7 204
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	204 961	- 7 487	197 474	197 474	8 471	- 321	8 150	8 150	213 432	- 7 808	205 624	205 624
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	196 829	- 5 387	191 442	191 442	6 890	88	6 978	6 978	203 719	- 5 299	198 420	198 420
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>	<b>196 829</b>	<b>- 5 387</b>	<b>191 442</b>	<b>191 442</b>	<b>6 890</b>	<b>88</b>	<b>6 978</b>	<b>6 978</b>	<b>203 719</b>	<b>- 5 299</b>	<b>198 420</b>	<b>198 420</b>
<b>GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES</b>	<b>187 693</b>	<b>- 3 029</b>	<b>184 665</b>	<b>184 665</b>	<b>7 922</b>	<b>- 178</b>	<b>7 744</b>	<b>7 743</b>	<b>195 615</b>	<b>- 3 207</b>	<b>192 409</b>	<b>192 408</b>

	31/01/2018				Variation				31/12/2018			
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe
<i>En milliers d'euros</i>												
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>												
Gains et pertes sur écarts de conversion	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-
Gains et pertes sur actifs disponible à la vente												
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	223	- 58	165	164	- 644	165	- 479	- 477	- 421	107	- 314	- 313
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	- 9 454	2 442	- 7 012	- 7 012	739	- 191	548	548	- 8 715	2 251	- 6 464	- 6 464
Reclassement des gains ou pertes nets sur actifs financiers lié à l'approche par superposition	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	- 9 231	2 384	- 6 847	- 6 848	95	- 26	70	71	- 9 136	2 358	- 6 777	- 6 777
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>	<b>- 9 231</b>	<b>2 384</b>	<b>- 6 848</b>	<b>- 6 848</b>	<b>95</b>	<b>- 26</b>	<b>71</b>	<b>71</b>	<b>- 9 136</b>	<b>2 358</b>	<b>- 6 777</b>	<b>- 6 777</b>
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>												
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	- 8 120	2 097	- 6 023	- 6 023	- 12	3	- 9	- 9	- 8 132	2 100	- 6 032	- 6 032
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	295 744	- 11 331	284 413	284 413	- 90 783	3 844	- 86 939	- 86 939	204 961	- 7 487	197 474	197 474
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	287 624	- 9 234	278 390	278 390	- 90 795	3 847	- 86 948	- 86 948	196 829	- 5 387	191 442	191 442
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>	<b>287 624</b>	<b>- 9 234</b>	<b>278 390</b>	<b>278 390</b>	<b>- 90 795</b>	<b>3 847</b>	<b>- 86 948</b>	<b>- 86 948</b>	<b>196 829</b>	<b>- 5 387</b>	<b>191 442</b>	<b>191 442</b>
<b>GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES</b>	<b>278 393</b>	<b>- 6 850</b>	<b>271 542</b>	<b>271 542</b>	<b>- 90 700</b>	<b>3 821</b>	<b>- 86 877</b>	<b>- 86 877</b>	<b>187 693</b>	<b>- 3 029</b>	<b>184 665</b>	<b>184 665</b>



## 5. Informations sectorielles

### ➤ Définition des secteurs opérationnels

L'activité principale du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes est la banque de détail.

## 6. Notes relatives au bilan

### 6.1 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

#### Actifs financiers à la juste valeur par résultat

En milliers d'euros	30/06/2019	31/12/2018
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	5 028	3 437
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	206 638	89 092
Instruments de capitaux propres	31 649	39 522
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	174 989	49 570
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
<b>Valeur au bilan</b>	<b>211 666</b>	<b>92 529</b>
Dont Titres prêtés	-	-

#### Actifs financiers détenus à des fins de transaction

En milliers d'euros	30/06/2019	31/12/2018
<b>Instruments de capitaux propres</b>	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-
<b>Titres de dettes</b>	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-
OPCVM	-	-
<b>Prêts et créances</b>	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-
Créances sur la clientèle	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-
<b>Instruments dérivés</b>	<b>5 028</b>	<b>3 437</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>5 028</b>	<b>3 437</b>

#### Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat

En milliers d'euros	30/06/2019	31/12/2018
Actions et autres titres à revenu variable	4 254	4 192
Titres de participation non consolidés	27 395	35 330
<b>Total instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat</b>	<b>31 649</b>	<b>39 522</b>

## Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI

<i>En milliers d'euros</i>	<b>30/06/2019</b>	<b>31/12/2018</b>
<b>Titres de dettes</b>	<b>173 239</b>	<b>47 445</b>
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	19 859	9 412
OPCVM	153 380	38 033
<b>Prêts et créances</b>	<b>1 750</b>	<b>2 125</b>
Créances sur les établissements de crédit	-	-
Créances sur la clientèle	1 750	2 125
Titres reçus en pension livrée	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-
<b>Total instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI à la juste valeur par résultat</b>	<b>174 989</b>	<b>49 570</b>

## Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

<i>En milliers d'euros</i>	<b>30/06/2019</b>	<b>31/12/2018</b>
<b>Prêts et créances</b>	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-
Créances sur la clientèle	-	-
<b>Titres de dettes</b>	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-
<b>Total Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>	-	-

## Passifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>En milliers d'euros</i>	<b>30/06/2019</b>	<b>31/12/2018</b>
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	6 083	4 014
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
<b>Valeur au bilan</b>	<b>6 083</b>	<b>4 014</b>

## Passifs financiers détenus à des fins de transaction

<i>En milliers d'euros</i>	<b>30/06/2019</b>	<b>31/12/2018</b>
Titres vendus à découvert	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-
Instruments dérivés	6 083	4 014
<b>Valeur au bilan</b>	<b>6 083</b>	<b>4 014</b>

## Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

Le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes n'est pas concerné par ces passifs en 2019 comme en 2018.

## 6.2 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

	30/06/2019			31/12/2018		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
<i>En milliers d'euros</i>						
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	31 501	278	- 339	24 398	74	- 496
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	1 342 547	226 078	- 12 648	1 331 994	215 661	- 10 702
<b>Total</b>	<b>1 374 048</b>	<b>226 356</b>	<b>- 12 987</b>	<b>1 356 392</b>	<b>215 735</b>	<b>- 11 198</b>

### Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables

	30/06/2019			31/12/2018		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
<i>En milliers d'euros</i>						
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	31 501	278	- 339	24 398	74	- 496
<b>Total des titres de dettes</b>	<b>31 501</b>	<b>278</b>	<b>- 339</b>	<b>24 398</b>	<b>74</b>	<b>- 496</b>
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
<b>Total des prêts et créances</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</b>	<b>31 501</b>	<b>278</b>	<b>- 339</b>	<b>24 398</b>	<b>74</b>	<b>- 496</b>
Impôts		- 73	88		- 21	128
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)</b>		<b>205</b>	<b>- 251</b>		<b>53</b>	<b>- 368</b>

### Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables

Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres non recyclables

	30/06/2019			31/12/2018		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
<i>En milliers d'euros</i>						
Actions et autres titres à revenu variable	2 798	-	- 142	2 798	-	- 142
Titres de participation non consolidés	1 339 749	226 078	- 12 506	1 329 196	215 661	- 10 560
<b>Total Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables</b>	<b>1 342 547</b>	<b>226 078</b>	<b>- 12 648</b>	<b>1 331 994</b>	<b>215 661</b>	<b>- 10 702</b>
Impôts		- 7 808	-		- 7 487	-
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (net d'impôt)</b>		<b>218 270</b>	<b>- 12 648</b>		<b>208 174</b>	<b>- 10 702</b>

Placements dans des instruments de capitaux propres ayant été décomptabilisés au cours de la période

En milliers d'euros	30/06/2019			31/12/2018		
	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés (1)	Pertes cumulées réalisées (1)	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés (1)	Pertes cumulées réalisées (1)
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-	-	-
Titres de participation non consolidés	-	-	-	2 214	1 138	- 48
<b>Total Placements dans des instruments de capitaux propres</b>	-	-	-	<b>2 214</b>	<b>1 138</b>	<b>- 48</b>
Impôts		-	-		-	-
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (net d'impôt) (1)</b>		-	-		<b>1 138</b>	<b>- 48</b>

(1) Les profits et pertes réalisés sont transférés en réserves consolidées au moment de la décomptabilisation de l'instrument concerné.

### 6.3 Actifs financiers au coût amorti

En milliers d'euros	30/06/2019	31/12/2018
Prêts et créances sur les établissements de crédit	879 579	919 164
Prêts et créances sur la clientèle	16 467 798	15 897 758
Titres de dettes	1 312 362	1 355 113
<b>Valeur au bilan</b>	<b>18 659 739</b>	<b>18 172 035</b>

#### Prêts et créances sur les établissements de crédit

En milliers d'euros	30/06/2019	31/12/2018
<b>Etablissements de crédit</b>		
Comptes et prêts	26 807	22 429
dont comptes ordinaires débiteurs non douteux (1)	11 192	18 817
dont comptes et prêts au jour le jour non douteux (1)	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-
Titres reçus en pension livrée	66 480	45 684
Prêts subordonnés	406	404
Autres prêts et créances	-	-
<b>Valeur brute</b>	<b>93 693</b>	<b>68 517</b>
Dépréciations	-	-
<b>Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit</b>	<b>93 693</b>	<b>68 517</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>		
Comptes ordinaires	117 692	135 982
Titres reçus en pension livrée	79 067	99 797
Comptes et avances à terme	589 127	614 868
Prêts subordonnés	-	-
<b>Total prêts et créances internes au Crédit Agricole</b>	<b>785 886</b>	<b>850 647</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>879 579</b>	<b>919 164</b>

(1) Ces opérations composent pour partie la rubrique "Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit" du Tableau des flux de trésorerie

## Prêts et créances sur la clientèle

En milliers d'euros	30/06/2019	31/12/2018
<b>Opérations avec la clientèle</b>		
Créances commerciales	4 135	4 255
Autres concours à la clientèle	16 552 601	15 987 752
Valeurs reçues en pension	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-
Prêts subordonnés	-	-
Avances en comptes courants d'associés	22 063	20 721
Comptes ordinaires débiteurs	87 765	75 148
<b>Valeur brute</b>	<b>16 666 564</b>	<b>16 087 876</b>
Dépréciations	- 198 766	- 190 118
<b>Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle</b>	<b>16 467 798</b>	<b>15 897 758</b>
<b>Opérations de location-financement</b>		
Location-financement immobilier	-	-
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées	-	-
<b>Valeur brute</b>	-	-
Dépréciations	-	-
<b>Valeur nette des opérations de location-financement</b>	-	-
<b>Valeur au bilan</b>	<b>16 467 798</b>	<b>15 897 758</b>

## Titres de dettes

En milliers d'euros	30/06/2019	31/12/2018
Effets publics et valeurs assimilées	442 028	444 568
Obligations et autres titres à revenu fixe	870 696	910 952
<b>Total</b>	<b>1 312 724</b>	<b>1 355 520</b>
Dépréciations	- 362	- 407
<b>Valeur au bilan</b>	<b>1 312 362</b>	<b>1 355 113</b>

## 6.4 Exposition au risque souverain

Le périmètre des expositions souveraines recensées couvre les expositions à l'État, hors collectivités locales. Les créances fiscales sont exclues du recensement

L'exposition aux dettes souveraines correspond à une exposition nette de dépréciation (valeur au bilan) présentée à la fois brute et nette de couverture.

Les expositions du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes au risque souverain sont les suivantes :

### ➤ Activité bancaire

30/06/2019	Expositions nettes de dépréciations				
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat			
En milliers d'euros					
Allemagne	-	-	-	57 048	57 048
France	-	-	-	364 894	364 894
Pays-Bas	-	-	-	19 985	19 985
Autres pays souverains	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	-	-	-	<b>441 927</b>	<b>441 927</b>

31/12/2018	Expositions nettes de dépréciations				
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat			
<i>En milliers d'euros</i>					
Allemagne	-	-	-	58 998	58 998
France	-	-	-	365 534	365 534
Pays-Bas	-	-	-	19 933	19 933
Autres pays	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	-	-	-	<b>464 398</b>	<b>444 465</b>

#### ➤ Activité d'assurance

Le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes n'a pas d'activité d'assurance.

## 6.5 Passifs financiers au coût amorti

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2019	31/12/2018
Dettes envers les établissements de crédit	11 716 664	11 084 936
Dettes envers la clientèle	5 917 543	5 644 049
Dettes représentées par un titre	556 798	662 613
<b>Valeur au bilan</b>	<b>18 191 005</b>	<b>17 391 598</b>

### DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2019	31/12/2018
<b>Etablissements de crédit</b>		
Comptes et emprunts	5 452	3 394
dont comptes ordinaires créditeurs (1)	1 586	2 072
dont comptes et emprunts au jour le jour (1)	-	-
Valeurs données en pension	-	-
Titres donnés en pension livrée	66 502	45 698
<b>Total</b>	<b>71 954</b>	<b>49 092</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>		
Comptes ordinaires créditeurs	39 810	91
Comptes et avances à terme	11 525 795	10 935 677
Titres donnés en pension livrée	79 105	100 076
<b>Total</b>	<b>11 644 710</b>	<b>11 035 844</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>11 716 664</b>	<b>11 084 936</b>

(1) Ces opérations composent pour partie la rubrique "Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit" du Tableau des flux de trésorerie.

### DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2019	31/12/2018
Comptes ordinaires créditeurs	4 757 260	4 485 932
Comptes d'épargne à régime spécial	76 533	64 007
Autres dettes envers la clientèle	1 083 750	1 094 110
Titres donnés en pension livrée	-	-
<b>Valeur au bilan</b>	<b>5 917 543</b>	<b>5 644 049</b>

## DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE

En milliers d'euros	30/06/2019	31/12/2018
Bons de caisse	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-
Titres de créances négociables	487 750	591 507
Emprunts obligataires	69 048	71 106
Autres dettes représentées par un titre	-	-
<b>Valeur au bilan</b>	<b>556 798</b>	<b>662 613</b>

## 6.6 Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes n'est pas concerné.

## 6.7 Immeubles de placement

En milliers d'euros	31/12/2018	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	30/06/2019
Valeur brute	12 837	-	3 044	-	-	- 200	15 681
Amortissements et dépréciations	- 2 177	-	- 223	-	-	-	- 2 400
<b>Valeur au bilan (1)</b>	<b>10 660</b>	-	<b>2 821</b>	-	-	<b>- 200</b>	<b>13 281</b>

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple

En milliers d'euros	31/12/2017	01/01/2018	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2018
Valeur brute	11 556	-	-	2 533	- 828	-	- 424	12 837
Amortissements et dépréciations	- 2 052	-	-	- 360	218	-	17	- 2 177
<b>Valeur au bilan (1)</b>	<b>9 504</b>	-	-	<b>2 173</b>	<b>- 610</b>	-	<b>- 407</b>	<b>10 660</b>

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple

## 6.8 Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

En milliers d'euros	31/12/2018	01/01/2019 (2)	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	30/06/2019
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>								
Valeur brute	270 256	279 561		8 010	- 3 808	-	2	283 765
Amortissements et dépréciations (1)	- 134 709	- 134 935	-	- 8 637	2 665	-	- 2	- 140 909
<b>Valeur au bilan</b>	<b>135 547</b>	<b>144 626</b>		<b>- 627</b>	<b>- 1 143</b>	-	<b>9 079</b>	<b>142 856</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>								
Valeur brute	13 190	11 128	-	468	-	-	2	11 598
Amortissements et dépréciations	- 777	- 551	-	- 33	- 2	-	- 2	- 588
<b>Valeur au bilan</b>	<b>12 413</b>	<b>10 577</b>		<b>435</b>	<b>- 2</b>	-	<b>- 1 836</b>	<b>11 010</b>

(1) Y compris les amortissements sur immobilisations données en location simple.

(2) Impact de la comptabilisation du droit d'utilisation dans le cadre de la première application de la norme IFRS 16 Contrats de location (Cf. note 1.1 "Normes applicables et comparabilité")

En milliers d'euros	31/12/2017	01/01/2018	Variations de périmètre (2)	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2018
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>								
Valeur brute	265 409	265 409	2 799	30 049	- 24 195	-	- 3 806	270 256
Amortissements et dépréciations (1)	- 139 547	- 139 547	-	- 15 628	20 483	-	- 17	- 134 709
<b>Valeur au bilan</b>	<b>125 862</b>	<b>125 862</b>	<b>2 799</b>	<b>14 421</b>	<b>- 3 712</b>	-	<b>- 3 823</b>	<b>135 547</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>								
Valeur brute	3 237	3 237	10 972	57	- 1 078	-	2	13 190
Amortissements et dépréciations	- 1 427	- 1 427	-	- 317	967	-	-	- 777
<b>Valeur au bilan</b>	<b>1 810</b>	<b>1 810</b>	<b>10 972</b>	<b>- 260</b>	<b>- 111</b>	-	<b>2</b>	<b>12 413</b>

(1) Y compris les amortissements sur immobilisations données en location simple.

(2) Les montants de variation de périmètre correspondent à l'entrée de Square Habitat Gestion Sud Rhône Alpes et de Square Habitat Sud Rhône Alpes

Les éléments dont dispose le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes sur la valeur de ses immobilisations amortissables lui permettent de conclure que les tests de dépréciation ne conduiraient pas à la modification des valeurs inscrites au bilan.

## 6.9 Écarts d'acquisition

	31/12/2018 BRUT	31/12/2018 NET	01/01/2018 BRUT	01/01/2018 NET	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (Cessions)	Pertes de valeur de la période	Ecart de conversion	Autres mouvements	30/06/2019 BRUT	30/06/2019 NET
<i>En milliers d'euros</i>											
Square Habitat Gestion Sud Rhône Alpes	2 858	2 858	-	-	-	-	-	-	-	2 858	2 858
<b>TOTAL</b>	<b>2 858</b>	<b>2 858</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 858</b>	<b>2 858</b>

Dans le cadre de l'arrêté des comptes semestriels au 30 juin 2019, conformément aux principes du Groupe, compte tenu de l'absence d'indices objectifs de perte de valeur, les écarts d'acquisition n'ont fait l'objet d'aucun test de dépréciation.

## 6.10 Provisions

	31/12/2018	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	30/06/2019
<i>En milliers d'euros</i>								
Risques sur les produits épargne-logement	17 350	-	3 078	-	- 25	-	-	20 403
Risques d'exécution des engagements par signature	7 931	-	16 840	-	- 16 572	-	-	8 199
Risques opérationnels	1 425	-	100	-	- 331	-	-	1 194
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	6 352	-	30	-	-	-	1 369	7 751
Litiges divers	1 307	-	-	- 27	- 30	-	-	1 253
Participations	-	-	-	-	-	-	-	-
Restructurations	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres risques	13 228	-	3 776	- 2 243	- 2 039	-	-	12 722
<b>TOTAL</b>	<b>47 593</b>	<b>-</b>	<b>23 824</b>	<b>- 2 270</b>	<b>- 18 997</b>	<b>-</b>	<b>1 369</b>	<b>51 522</b>

	31/12/2017	01/01/2018	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2018
<i>En milliers d'euros</i>									
Risques sur les produits épargne-logement	17 009	17 009	-	586	-	- 245	-	-	17 350
Risques d'exécution des engagements par signature	1 716	1 716	-	7 427	- 170	- 7 768	-	6 726	7 931
Risques opérationnels	262	262	-	1 209	- 14	- 32	-	-	1 425
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	6 726	6 726	-	64	-	- 27	-	- 411	6 352
Litiges divers	1 123	1 123	-	336	-	- 152	-	-	1 307
Participations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Restructurations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres risques	13 449	13 449	-	5 566	- 4 872	- 2 239	-	1 324	13 228
<b>TOTAL</b>	<b>40 285</b>	<b>40 285</b>	<b>-</b>	<b>15 188</b>	<b>- 5 056</b>	<b>- 10 463</b>	<b>-</b>	<b>7 639</b>	<b>47 593</b>

### Risques sur les contrats Epargne Logement

La provision est constituée de deux composantes : la provision engagement portant sur les crédits que la banque est susceptible de devoir accorder à des conditions de taux préfixés dans le cadre de droits acquis par les clients et la provision crédit qui s'applique à ceux déjà accordés à des conditions plus basses que celles des autres crédits.

### Provisions pour engagements par signature

Ces provisions sont constituées en couverture de risques d'exécution d'engagements de financement donnés, d'engagements de garantie donnés, ou de risques sur autres engagements du hors bilan.



### **Provisions pour risques opérationnels**

Cette provision couvre différents types de risques opérationnels.

### **Provisions pour engagements sociaux**

Il s'agit des provisions relatives à la médaille du travail et aux avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies.

### **Provisions pour litiges divers et autres risques**

Il s'agit notamment de provisions consécutives à des risques légaux et fiscaux (Litiges divers) et de provisions couvrant différents risques avec principalement des provisions sur les DAT à taux progressifs.

## **6.11 Dettes subordonnées**

<i>En milliers d'euros</i>	<b>30/06/2019</b>	<b>31/12/2018</b>
Dettes subordonnées à durée déterminée	-	-
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-
Dépôts de garantie à caractère mutuel	-	-
Titres et emprunts participatifs	2 079	2 069
<b>Valeur au bilan</b>	<b>2 079</b>	<b>2 069</b>

## **6.12 Capitaux propres**

### **Composition du capital au 30 juin 2019**

<i>Répartition du capital de la Caisse Régionale</i>	<b>Nombre de titres au 30/06/2019</b>	<b>% du capital</b>	<b>% des droits de vote</b>
<b>Certificats Coopératifs d'investissements (CCI)</b>	<b>672 150</b>	<b>14,67%</b>	<b>0,00%</b>
Dont part du Public	647 117	14,13%	0,00%
Dont part Sacam Mutualisation	-	0,00%	0,00%
Dont part auto-détenue	25 033	0,55%	0,00%
<b>Certificats Coopératifs d'associés (CCA)</b>	<b>1 158 331</b>	<b>25,29%</b>	<b>0,00%</b>
Dont part du Public	-	0,00%	0,00%
Dont part Sacam Mutualisation	1 588 331	34,68%	0,00%
<b>Part sociales</b>	<b>2 749 910</b>	<b>60,04%</b>	<b>100,00%</b>
Dont 84 Caisses Locales	2 749 891	60,04%	99,99%
Dont 18 administrateurs de la Caisse régionale	18	0,00%	0,00066%
Dont Sacam Mutualisation	1	0,00%	0,00003%
Dont Autres	-	0,00%	0,00%
<b>Total</b>	<b>4 580 391</b>	<b>100,00%</b>	<b>0,00%</b>

La valeur nominale des titres est de 15,25 euros.

## ➤ Dividendes

### Distribution par la Caisse régionale de Crédit Agricole Sud Rhône Alpes

Au titre de l'exercice 2018, l'Assemblée générale du 29 mars 2019 a approuvé le versement d'un dividende par action de 6,79 euros aux porteurs de CCI et CCA et le versement d'un intérêt aux porteurs de parts sociales de 2,92%

La partie correspondant aux intérêts aux parts sociales détenues par les Caisses locales, soit 1 220 milliers d'euros, est éliminée dans le cadre de la consolidation.

Année de rattachement du dividende	Par CCI	Par CCA	Par part sociale
	Montant Net	Montant Net	Montant Net
2015	7,27	7,27	1,80%
2016	7,27	7,27	3,22%
2017	6,60	6,60	2,95%
2018	6,79	6,79	2,92%

Le montant relatif aux dividendes figure dans le tableau de variation des capitaux propres et s'élève à 16 663 milliers d'euros. Il correspond à la distribution par la Caisse régionale aux porteurs de CCI – hors titres autos-détenus - et de CCA ainsi qu'à la distribution par les Caisses locales à leurs sociétaires.

### Distribution par les Caisses locales

Au titre de l'exercice 2018, les 84 Caisses locales ont distribué à leurs sociétaires un montant total de 4 238 milliers d'euros correspondant à un taux de rémunération de 1,80 %.

## 7. Engagements de financement et de garantie et autres garanties

### Engagements donnés et reçus

En milliers d'euros	30/06/2019	31/12/2018
<b>Engagements donnés</b>	<b>2 057 835</b>	<b>1 917 767</b>
<b>Engagements de financement</b>	<b>1 328 157</b>	<b>1 236 870</b>
Engagements en faveur des établissements de crédit	-	-
Engagements en faveur de la clientèle	1 328 157	1 236 870
Ouverture de crédits confirmés	557 096	513 843
Ouverture de crédits documentaires	5 554	3 306
Autres ouvertures de crédits confirmés	551 542	510 537
Autres engagements en faveur de la clientèle	771 061	723 027
<b>Engagements de garantie</b>	<b>729 678</b>	<b>680 897</b>
Engagements d'ordre des établissements de crédit	266 935	267 506
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires	142	394
Autres garanties (1)	266 793	267 112
Engagements d'ordre de la clientèle	462 743	413 391
Cautions immobilières	111 519	102 539
Autres garanties d'ordre de la clientèle	351 224	310 852
<b>Engagements sur titres</b>	-	-
Titres à livrer	-	-
<b>Engagements reçus</b>	<b>6 470 029</b>	<b>6 309 424</b>
<b>Engagements de financement</b>	<b>42 594</b>	<b>42 594</b>
Engagements reçus des établissements de crédit	42 594	42 594
Engagements reçus de la clientèle	-	-
<b>Engagements de garantie</b>	<b>6 427 435</b>	<b>6 266 830</b>
Engagements reçus des établissements de crédit	169 047	158 771
Engagements reçus de la clientèle	6 258 388	6 108 059
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	1 312 665	1 290 476
Autres garanties reçues	4 945 723	4 817 583
<b>Engagements sur titres</b>	-	-
Titres à recevoir	-	-

(1) Dont 255 093 milliers d'euros relatifs à la garantie Switch Assurance mise en place le 1er juillet 2016, en amendement de la garantie précédente octroyée depuis le 2 janvier 2014.

## Instruments financiers remis et reçus en garantie

<i>En milliers d'euros</i>	<b>30/06/2019</b>	<b>31/12/2018</b>
<b>Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie (dont actifs transférés)</b>		
Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement (Banque de France, CRH ...)	4 859 632	4 968 993
Titres prêtés	-	-
Dépôts de garantie sur opérations de marché	29	29
Autres dépôts de garantie	-	-
Titres et valeurs donnés en pension	145 607	145 774
<b>Total de la valeur comptable des actifs financiers remis en garantie</b>	<b>5 005 268</b>	<b>5 114 796</b>
<b>Valeur comptable des actifs financiers reçus en garantie</b>		
Autres dépôts de garantie	-	-
<b>Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés</b>		
Titres empruntés	-	-
Titres et valeurs reçus en pension	152 463	145 895
Titres vendus à découvert	-	-
<b>Total Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés</b>	<b>152 463</b>	<b>145 895</b>

Au 30 juin 2019, le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes a utilisé les titres souscrits auprès du FCT Crédit Agricole Habitat 2015 comme dispositif de refinancement. Cette opération a été réalisée avec Crédit Agricole SA en échangeant ces titres contre des obligations pour un montant de 105 millions d'euros.

### Créances apportées en garantie

Au cours du premier semestre 2019, le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes a apporté 4 859 632 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 4 968 993 milliers d'euros 2018. Le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes a apporté :

- 3 008 942 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 3 205 407 milliers d'euros au 31 décembre 2018
- 375 559 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat) contre 388 618 milliers d'euros au 31 décembre 2018;
- 1 475 131 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 1 374 968 milliers d'euros au 31 décembre 2018.

## 8. Reclassements d'instruments financiers

Crédit Agricole Sud Rhône Alpes n'a opéré aucun reclassement d'instruments financiers au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2019.

## 9. Juste valeur des instruments financiers

### 9.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

## Actifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan valorisés à la juste valeur

	Valeur au bilan au 30/06/2019	Juste valeur au 30/06/2019	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
<i>En milliers d'euros</i>					
<b>Instruments de dettes non évalués à la juste valeur</b>					
<b>Prêts et créances</b>	<b>17 347 377</b>	<b>17 946 028</b>	-	<b>982 287</b>	<b>16 963 741</b>
<b>Prêts et créances sur les établissements de</b>	<b>879 579</b>	<b>889 984</b>	-	<b>889 984</b>	-
Comptes ordinaires et prêts JJ	128 884	128 870	-	128 870	-
Comptes et prêts à terme	604 742	608 645	-	608 645	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	145 547	152 063	-	152 063	-
Prêts subordonnés	406	406	-	406	-
Autres prêts et créances	-	-	-	-	-
<b>Prêts et créances sur la clientèle</b>	<b>16 467 798</b>	<b>17 056 044</b>	-	<b>92 303</b>	<b>16 963 741</b>
Créances commerciales	3 882	3 879	-	3 879	-
Autres concours à la clientèle	16 364 394	16 951 908	-	-	16 951 908
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-	-
Prêts subordonnés	-	-	-	-	-
Avances en comptes courants d'associés	21 984	21 898	-	10 065	11 833
Comptes ordinaires débiteurs	77 538	78 359	-	78 359	-
<b>Titres de dettes</b>	<b>1 312 362</b>	<b>1 418 789</b>	<b>1 417 174</b>	<b>1 615</b>	-
Effets publics et valeurs assimilées	441 927	491 869	491 869	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	870 435	926 920	925 305	1 615	-
<b>Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée</b>	<b>18 659 739</b>	<b>19 364 817</b>	<b>1 417 174</b>	<b>983 902</b>	<b>16 963 741</b>

	Valeur au bilan au 31/12/2018	Juste valeur au 31/12/2018	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
<i>En milliers d'euros</i>					
<b>Instruments de dettes non évalués à la juste valeur</b>					
<b>Prêts et créances</b>	<b>16 816 922</b>	<b>17 412 206</b>	-	<b>1 000 976</b>	<b>16 411 230</b>
<b>Prêts et créances sur les établissements de</b>	<b>919 164</b>	<b>924 558</b>	-	<b>924 558</b>	-
Comptes ordinaires et prêts JJ	154 799	154 792	-	154 792	-
Comptes et prêts à terme	618 480	623 867	-	623 867	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	145 481	145 495	-	145 495	-
Prêts subordonnés	404	404	-	404	-
Autres prêts et créances	-	-	-	-	-
<b>Prêts et créances sur la clientèle</b>	<b>15 897 758</b>	<b>16 487 648</b>	-	<b>76 418</b>	<b>16 411 230</b>
Créances commerciales	3 998	3 998	-	-	3 998
Autres concours à la clientèle	15 808 309	16 397 267	-	-	16 397 267
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-	-
Prêts subordonnés	-	-	-	-	-
Créances nées d'opérations d'assurance directe	-	-	-	-	-
Créances nées d'opérations de réassurance	-	-	-	-	-
Avances en comptes courants d'associés	20 642	20 030	-	10 065	9 965
Comptes ordinaires débiteurs	64 809	66 353	-	66 353	-
<b>Titres de dettes</b>	<b>1 355 113</b>	<b>1 407 258</b>	<b>1 405 643</b>	<b>1 615</b>	-
Effets publics et valeurs assimilées	444 465	477 668	477 668	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	910 648	929 590	927 975	1 615	-
<b>Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée</b>	<b>18 172 035</b>	<b>18 819 464</b>	<b>1 405 643</b>	<b>1 002 591</b>	<b>16 411 230</b>

## Passifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan valorisés à la juste valeur

	Valeur au bilan au 30/06/2019	Juste valeur au 30/06/2019	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
<i>En milliers d'euros</i>					
<b>Passifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan</b>					
<b>Dettes envers les établissements de crédit</b>	<b>11 716 664</b>	<b>11 696 411</b>	-	<b>11 696 411</b>	-
Comptes ordinaires et emprunts JJ	41 396	41 396	-	41 396	-
Comptes et emprunts à terme	11 529 661	11 509 410	-	11 509 410	-
Valeurs données en pension	-	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	145 607	145 605	-	145 605	-
<b>Dettes envers la clientèle</b>	<b>5 917 543</b>	<b>5 904 794</b>	-	<b>5 828 261</b>	<b>76 533</b>
Comptes ordinaires créditeurs	4 757 260	4 757 145	-	4 757 145	-
Comptes d'épargne à régime spécial	76 533	76 533	-	-	76 533
Autres dettes envers la clientèle	1 083 750	1 071 116	-	1 071 116	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-	-
<b>Dettes représentées par un titre</b>	<b>556 798</b>	<b>556 785</b>	<b>69 035</b>	<b>487 750</b>	-
<b>Dettes subordonnées</b>	<b>2 079</b>	<b>2 058</b>	-	<b>2 058</b>	-
<b>Total passifs financiers dont la juste valeur est indiquée</b>	<b>18 193 084</b>	<b>18 160 048</b>	<b>69 035</b>	<b>18 014 480</b>	<b>76 533</b>

	Valeur au bilan au 31/12/2018	Juste valeur au 31/12/2018	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
<i>En milliers d'euros</i>					
<b>Passifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan</b>					
<b>Dettes envers les établissements de crédit</b>	<b>11 084 936</b>	<b>11 062 187</b>	-	<b>11 062 187</b>	-
Comptes ordinaires et emprunts JJ	2 163	2 163	-	2 163	-
Comptes et emprunts à terme	10 936 999	10 914 250	-	10 914 250	-
Valeurs données en pension	-	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	145 774	145 774	-	145 774	-
<b>Dettes envers la clientèle</b>	<b>5 644 049</b>	<b>5 631 535</b>	-	<b>5 567 528</b>	<b>64 007</b>
Comptes ordinaires créditeurs	4 485 932	4 485 835	-	4 485 835	-
Comptes d'épargne à régime spécial	64 007	64 007	-	-	64 007
Autres dettes envers la clientèle	1 094 110	1 081 693	-	1 081 693	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-	-
Dettes nées d'opérations d'assurance directe	-	-	-	-	-
Dettes nées d'opérations de réassurance	-	-	-	-	-
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques	-	-	-	-	-
<b>Dettes représentées par un titre</b>	<b>662 613</b>	<b>661 329</b>	<b>69 829</b>	<b>591 500</b>	-
<b>Dettes subordonnées</b>	<b>2 069</b>	<b>2 058</b>	-	<b>2 058</b>	-
<b>Total passifs financiers dont la juste valeur est indiquée</b>	<b>17 393 667</b>	<b>17 357 109</b>	<b>69 829</b>	<b>17 223 273</b>	<b>64 007</b>

## 9.2 Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

### Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

## Actifs financiers valorisés à la juste valeur

	30/06/2019	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
<i>En milliers d'euros</i>				
<b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>5 028</b>	<b>-</b>	<b>5 028</b>	<b>-</b>
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
OPCVM	-	-	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-
Instruments dérivés	5 028	-	5 028	-
<b>Autres actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat</b>	<b>206 638</b>	<b>126 158</b>	<b>48 968</b>	<b>31 512</b>
<b>Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat</b>	<b>31 649</b>	<b>-</b>	<b>31 649</b>	<b>-</b>
Actions et autres titres à revenu variable	4 254	-	4 254	-
Titres de participation non consolidés	27 395	-	27 395	-
<b>Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI</b>	<b>174 989</b>	<b>126 158</b>	<b>17 319</b>	<b>31 512</b>
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	1 750	-	-	1 750
Titres de dettes	173 239	126 158	17 319	29 762
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	19 859	-	17 024	2 835
OPCVM	153 380	126 158	295	26 927
<b>Actifs représentatifs de contrats en unités de compte</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-
OPCVM	-	-	-	-
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
<b>Actifs financiers comptabilisés en capitaux propres</b>	<b>1 374 048</b>	<b>31 501</b>	<b>1 342 547</b>	<b>-</b>
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	1 342 547	-	1 342 547	-
Actions et autres titres à revenu variable	2 798	-	2 798	-
Titres de participation non consolidés	1 339 749	-	1 339 749	-
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	31 501	31 501	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres de dettes	31 501	31 501	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	31 501	31 501	-	-
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>16 266</b>	<b>-</b>	<b>16 266</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR</b>	<b>1 601 980</b>	<b>157 659</b>	<b>1 412 809</b>	<b>31 512</b>
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		27 158
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
<b>TOTAL DES TRANSFERTS VERS CHACUN DES NIVEAUX</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>27 158</b>

	31/12/2018	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
<i>En milliers d'euros</i>				
<b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>3 437</b>	-	<b>3 437</b>	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
OPCVM	-	-	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-
Instruments dérivés	3 437	-	3 437	-
<b>Autres actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat</b>				
<b>Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat</b>	<b>39 522</b>	-	<b>39 522</b>	-
Actions et autres titres à revenu variable	4 192	-	4 192	-
Titres de participation non consolidés	35 330	-	35 330	-
<b>Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI</b>	<b>49 570</b>	<b>11 137</b>	<b>33 557</b>	<b>4 876</b>
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	2 125	-	-	2 125
Titres de dettes	47 445	11 137	33 557	2 751
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	9 412	-	6 661	2 751
OPCVM	38 033	11 137	26 896	-
<b>Actifs représentatifs de contrats en unités de compte</b>	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-
OPCVM	-	-	-	-
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>	-	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
<b>Actifs financiers comptabilisés en capitaux propres</b>	<b>1 356 392</b>	<b>24 398</b>	<b>1 331 994</b>	-
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	1 331 994	-	1 331 994	-
Actions et autres titres à revenu variable	2 798	-	2 798	-
Titres de participation non consolidés	1 329 196	-	1 329 196	-
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	24 398	24 398	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres de dettes	24 398	24 398	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	24 398	24 398	-	-
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>16 256</b>	-	<b>16 256</b>	-
<b>TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR</b>	<b>1 465 177</b>	<b>35 535</b>	<b>1 424 766</b>	<b>4 876</b>
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
<b>TOTAL DES TRANSFERTS VERS CHACUN DES NIVEAUX</b>		-	-	-

## Passifs financiers valorisés à la juste valeur

	30/06/2019	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
<i>En milliers d'euros</i>				
<b>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>6 083</b>	<b>65</b>	<b>6 018</b>	<b>-</b>
Titres vendus à découvert	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-
Instruments dérivés	6 083	65	6 018	-
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>489 918</b>	<b>-</b>	<b>489 918</b>	<b>-</b>
<b>Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur</b>	<b>496 001</b>	<b>65</b>	<b>495 936</b>	<b>-</b>
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
<b>Total des transferts vers chacun des niveaux</b>		-	-	-

	31/12/2018	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
<i>En milliers d'euros</i>				
<b>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>4 014</b>	<b>37</b>	<b>3 977</b>	<b>-</b>
Titres vendus à découvert	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-
Instruments dérivés	4 014	37	3 977	-
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>233 171</b>	<b>-</b>	<b>233 171</b>	<b>-</b>
<b>Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur</b>	<b>237 185</b>	<b>37</b>	<b>237 148</b>	<b>-</b>
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
<b>Total des transferts vers chacun des niveaux</b>		-	-	-



➤ Variation du solde des instruments financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

✓ Actifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

	Total	Actifs financiers détenus à des fins de transaction									Instruments dérivés
		Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres reçus en pension livrée	Valeurs reçues en pension	Titres détenus à des fins de transaction					
						Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	OPCVM	Actions et autres titres à revenu variable	Titres détenus à des fins de transaction	
En milliers d'euros											
Solde d'ouverture (01/01/2019)	4 876	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains /pertes de la période (1)	- 231	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en résultat	- 231	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Achats de la période	84	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ventes de la période	- 375	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	27 158	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers niveau 3	27 158	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts hors niveau 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Solde de clôture (30/06/2019)	31 512	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat																		
	Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat		Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI							Actifs représentatifs de contrats en unités de compte				Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option					
	Actions et autres titres à revenu variable	Titres de participation non consolidés	Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres reçus en pension livrée	Valeurs reçues en pension	Titres de dettes				Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	Actions et autres titres à revenu variable	OPCVM	Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres de dettes		
							Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	OPCVM	Titres de dettes							Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	Titres de dettes
En milliers d'euros																			
Solde d'ouverture (01/01/2019)	-	-	-	2 125	-	-	-	2 751	-	2 751	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains /pertes de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	- 231	- 231	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	- 231	- 231	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Achats de la période	-	-	-	-	-	-	-	84	-	84	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ventes de la période	-	-	-	- 375	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	27 158	27 158	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers niveau 3	-	-	-	-	-	-	-	-	27 158	27 158	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts hors niveau 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Solde de clôture (30/06/2019)	-	-	-	1 750	-	-	-	2 835	26 927	29 762	-	-	-	-	-	-	-	-	-

	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres							Instruments dérivés de couverture
	Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		Instruments de dettes comptabilisés en à la juste valeur par capitaux propres recyclables					
			Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Créances sur la clientèle			
	Actions et autres titres à revenu variable	Titres de participation non consolidés			Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	Titres de dettes	
En milliers d'euros								
Solde d'ouverture (01/01/2019)	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains /pertes de la période (1)	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en résultat	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Achats de la période	-	-	-	-	-	-	-	-
Ventes de la période	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-	-	-	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers niveau 3	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts hors niveau 3	-	-	-	-	-	-	-	-
Solde de clôture (30/06/2019)	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) ce solde inclut les gains et pertes de la période provenant des actifs détenus au bilan à la date de la clôture pour les montants suivants :

<b>Gains/ pertes de la période provenant des actifs de niveau 3 détenus au bilan en date de clôture</b>	<b>- 231</b>
Comptabilisés en résultat	- 231
Comptabilisés en capitaux propres	-

### Passifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

	Total	Passifs financiers détenus à des fins de transaction						Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	Instruments dérivés de couverture
		Titres vendus à découvert	Titres donnés en pension livrée	Dettes représentées par un titre	Dettes envers les établissements de crédit	Dettes envers la clientèle	Instruments dérivés		
En milliers d'euros									
Solde d'ouverture (01/01/2019)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains /pertes de la période (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Achats de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ventes de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers niveau 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts hors niveau 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Solde de clôture (30/06/2019)	-	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) ce solde inclut les gains et pertes de la période provenant des passifs détenus au bilan à la date de la clôture pour les montants suivants :

<b>Gains/ pertes de la période provenant des passifs de niveau 3 détenus au bilan en date de clôture</b>	-
Comptabilisés en résultat	-
Comptabilisés en capitaux propres	-

Les gains et pertes comptabilisés en résultat liés aux instruments financiers détenus à des fins de transaction et à la juste valeur par résultat sur option et aux instruments dérivés sont enregistrés en « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » ; les gains et pertes comptabilisés en résultat liés aux actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres sont enregistrés en « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres ».

### 9.3 Evaluation de l'impact de la prise en compte de la marge à l'origine

Le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes n'est pas concerné.

## 10. Impacts des évolutions comptables ou autres événements

Bilan Actif - Impacts IFRS16 au 1<sup>er</sup> Janvier 2019

(en milliers d'euros)	01/01/2019 Retraité	Impact IFRS 16	01/01/2019 Publié
Caisse, banques centrales	59 805	-	59 805
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	92 529	-	92 529
<i>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</i>	3 437	-	3 437
<i>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</i>	89 092	-	89 092
Instruments dérivés de couverture	16 256	-	16 256
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 356 392	-	1 356 392
<i>Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</i>	24 398	-	24 398
<i>Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables</i>	1 331 994	-	1 331 994
Actifs financiers au coût amorti	18 172 035	-	18 172 035
<i>Prêts et créances sur les établissements de crédit</i>	919 164	-	919 164
<i>Prêts et créances sur la clientèle</i>	15 897 758	-	15 897 758
<i>Titres de dettes</i>	1 355 113	-	1 355 113
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	180 673	-	180 673
Actifs d'impôts courants et différés	39 645	-	39 645
Comptes de régularisation et actifs divers	426 469	-	426 469
Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	-	-	-
Participations dans les entreprises mises en équivalence	-	-	-
Immeubles de placement	10 660	-	10 660
Immobilisations corporelles	144 626	9 079	135 547
Immobilisations incorporelles	10 577	-1 836	12 413
Ecarts d'acquisition	2 858	-	2 858
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>20 512 526</b>	<b>7 243</b>	<b>20 505 283</b>

Bilan Passif - Impacts IFRS16 au 1<sup>er</sup> Janvier 2019

(en milliers d'euros)	01/01/2019 Retraité	Impact IFRS 16	01/01/2019 Publié
Banques centrales	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	4 014	-	4 014
<i>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</i>	4 014	-	4 014
<i>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</i>	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	233 171	-	233 171
Passifs financiers au coût amorti	17 391 598	-	17 391 598
<i>Dettes envers les établissements de crédit</i>	11 084 936	-	11 084 936
<i>Dettes envers la clientèle</i>	5 644 049	-	5 644 049
<i>Dettes représentées par un titre</i>	662 613	-	662 613
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	21 871	-	21 871
Passifs d'impôts courants et différés	18	-	18
Comptes de régularisation et passifs divers	336 846	7 243	329 603
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités	-	-	-
Provisions	47 593	-	47 593
Dettes subordonnées	2 069	-	2 069
<b>Total dettes</b>	<b>18 037 180</b>	<b>7 243</b>	<b>18 029 937</b>
<b>Capitaux propres</b>	<b>2 475 346</b>	<b>-</b>	<b>2 475 346</b>
<b>Capitaux propres part du Groupe</b>	<b>2 475 222</b>	<b>-</b>	<b>2 475 222</b>
Capital et réserves liées	457 658	-	457 658
Réserves consolidées	1 720 032	-	1 720 032
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	184 665	-	184 665
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur	-	-	-
Résultat de l'exercice	112 868	-	112 868
<b>Participations ne donnant pas le contrôle</b>	<b>124</b>	<b>-</b>	<b>124</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>20 512 526</b>	<b>7 243</b>	<b>20 505 283</b>

## 11. Parties liées

Les parties liées correspondent aux filiales constituant le périmètre de consolidation décrit dans le paragraphe 12. Crédit Agricole Sud Rhône Alpes ne réalise que des transactions courantes, conclues aux conditions normales de marché.

Concernant les relations entre la Caisse régionale et les Caisses locales, Les Caisses locales disposent d'un capital social et de réserves. En contrepartie de ces fonds, les Caisses locales ont souscrit la quasi-totalité des parts sociales du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes soit 2 749 891 parts sociales au 30 juin 2019.

Elles placent auprès du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes leurs disponibilités sous forme de comptes ordinaires, de comptes courants bloqués et de placements subordonnés.

## 12. Périmètre de consolidation au 30 juin 2019

### 12.1 Composition du périmètre

Sociétés	Evolution du périmètre	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode de consolidation
<b>Etablissements bancaires et financiers</b>				
Caisse régionale Sud Rhône Alpes (mère)				
Caisses locales Sud Rhône Alpes (mère)				
<b>Fonds Communs de Placements</b>				
Sud Rhône Alpes Placement	Entrée 12-2010	99,65	99,65	IG
<b>Sociétés de moyens</b>				
SCI SRA Vercors	Entrée 12-2016	100	100	IG
SCI SRA Chartreuse	Entrée 12-2016	100	100	IG
SCI SRA Belledonne	Entrée 12-2016	100	100	IG
<b>Sociétés immobilières</b>				
Foncière Crédit Agricole Sud Rhône Alpes	Entrée 06-2017	100	100	IG
Square Habitat Sud Rhône Alpes	Entrée 06-2018	100	100	IG
Square Habitat Gestion Sud Rhône Alpes	Entrée 06-2018	100	100	IG
<b>Société de capital investissement</b>				
CASRA Capital	Entrée 06-2017	100	100	IG
<b>Sociétés de titrisation (1)</b>				
FCT Crédit Agricole Habitat 2015 (compartiment SRA)	Entrée 12-2015	100	100	IG
FCT Crédit Agricole Habitat 2017 (compartiment SRA)	Entrée 06-2017	100	100	IG
FCT Crédit Agricole Habitat 2018 (compartiment SRA)	Entrée 06-2018	100	100	IG
FCT Crédit Agricole Habitat 2019 (compartiment SRA)	Entrée 06-2019	100	100	IG

(1) Au 30 juin 2019, le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes, ayant participé aux opérations de titrisation Crédit Agricole Habitat, a consolidé ses quotes-parts (analyse par silo) de chacun des FCT, le complément de prix de cession, le mécanisme de

garantie ainsi que la convention de remboursement interne limitant in fine la responsabilité de chaque cédant à hauteur des « gains et pertes » réellement constatés sur les créances qu'il a cédées au FCT.

Les pourcentages de contrôle et d'intérêt n'ont pas connus de changements en 2019 par rapport à 2018.  
Le siège social de toutes ces sociétés est implanté en France.

### **13. Événements postérieurs au 30 juin 2019**

Aucun événement postérieur à la fin de la période intermédiaire n'a donné lieu à un ajustement dans les états financiers.

# **CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL SUD RHONE-ALPES**

Rapport des commissaires aux comptes  
sur l'information financière semestrielle 2019



## **MAZARS**

SIEGE SOCIAL : 131, BOULEVARD STALINGARD - 69624 VILLEURBANNE CEDEX

TEL : +33 (0) 4 26 84 52 52 - FAX : +33 (0) 4 26 84 52 59

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE INSCRITE AU TABLEAU DE L'ORDRE DES EXPERTS-COMPTABLES DE LYON ET A LA COMPAGNIE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

CAPITAL DE 5 986 008 EUROS - RCS LYON 351 497 649 TEL : +33 (0) 1 49 97 60 00 - FAX : +33 (0) 1 49 97 60 01

## **FIDUREL**

SIEGE SOCIAL : 8, AVENUE JEAN MONNET – 26000 VALENCE

TEL : +33 (0) 4 75 83 11 11 - FAX : +33 (0) 4 75 83 25 61

SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE INSCRITE A LA COMPAGNIE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

CAPITAL DE 10 000 EUROS - RCS ROMANS 433 827 920 TEL : +33 (0) 1 49 97 60 00 - FAX : +33 (0) 1 49 97 60 01

# **CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL SUD RHONE-ALPES**

Société coopérative à capital variable  
Siège Social : 12 Place de la Résistance  
38 000 GRENOBLE  
**RCS Grenoble 402 121 958**

Rapport des commissaires aux comptes  
sur l'information financière semestrielle 2019

MAZARS

FIDUREL

## **Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2019**

**CAISSE REGIONALE  
DE CREDIT  
AGRICOLE MUTUEL  
SUD RHONE-ALPES**

*Comptes Consolidés  
Information financière  
semestrielle*

*30 juin 2019*

### **Aux Sociétaires,**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés intermédiaires résumés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Sud Rhône-Alpes, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés intermédiaires résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

### **1. Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes consolidés intermédiaires résumés, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement de méthode comptable relatif à l'application à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 de la nouvelle norme IFRS 16 "Contrats de location" exposé dans la note 1.1 « Normes applicables et comparabilité » et le paragraphe « Contrats de location (IFRS 16) » de la note 1.2 « Principes et méthodes comptables ».

## **2. Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés intermédiaires résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés intermédiaires résumés.

*Fait à Villeurbanne et à Valence, le 2 août 2019*

Les commissaires aux comptes

**MAZARS**

**FIDUREL**

Emmanuel Charnavel  
*Associé*

Thomas Spalanzani  
*Associé*



**SUD RHÔNE ALPES**

**CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL SUD RHONE ALPES**

**SOCIETE COOPERATIVE à CAPITAL VARIABLE**

**Au capital actuel de 69 850 962,75 euros**

**Siège social : 12 place de la résistance - 38041 GRENOBLE**

**402 121 958 RCS GRENOBLE**

**ATTESTATION DU DIRECTEUR GENERAL RESPONSABLE DE  
L'INFORMATION**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes semestriels du 30 juin 2019 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Caisse Régionale et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les 6 premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Valence  
Le 26 juillet 2019

Christian ROUCHON  
Directeur Général